

Confinés, déconfinés toujours exploités !



États-Unis : l'assassinat de George Floyd p. 11

L'aggravation des contradictions du capitalisme en déclin p. 2

Macron & Philippe : le choix du profit au détriment des travailleurs p. 7

En défense des travailleurs étrangers p. 10

Pandémies et capitalisme, le cas Covid-19 p. 13

Adresse internationale du 1er mai p. 17

Espagne : la lutte des classes pendant le confinement p. 19

Le gouvernement britannique s'acharne contre Assange p. 20

Israël : Netanyahu reste au pouvoir p. 21

La république des conseils de Hongrie de 1919 (3) p. 24

Santé : satisfaction des revendications, boycott du Ségur p. 28

L'aggravation des contradictions du capitalisme en déclin

Le prolétariat, première victime de la pandémie

La pandémie de Coronavirus n'est que l'élément contingent, fortuit, qui révèle brutalement l'ensemble des contradictions à l'œuvre dans le cadre de l'impérialisme, stade pourrissant du capitalisme. Profondément imbriquées, interdépendantes et se nourrissant l'une l'autre, ces contradictions, comme l'affrontement incessant entre puissances impérialistes pour le partage du monde, la révolte des forces productives étouffant dans les rapports de production capitalistes et aussi le rapport destructeur que ce mode de production entretient avec la nature, minent toute la société humaine depuis longtemps.

Les conséquences de la pandémie sont encore loin de leur plein développement. Si celle-ci semble régresser en Chine et en Europe, sans avoir disparu, elle reste très active aux États-Unis, et continue de s'étendre en Amérique latine. Elle a déjà causé plus de 356 000 morts officiellement recensés dans le monde au 23 mai. La division de la société en classes se lit déjà dans le décompte des contaminations et des morts. Si le virus lui-même est indifférent au statut social de ses victimes aussi bien qu'à la couleur de leur peau, les inégalités sociales agissent comme de puissants démultiplicateurs de l'épidémie

parmi les couches les plus défavorisées. Aux États-Unis, le nombre des morts afro-américains est beaucoup plus élevé que leur proportion dans la population. En France, la Seine-Saint-Denis, où 27 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, figure parmi les départements les plus touchés. En Allemagne, c'est par centaines que des travailleurs émigrés employés par les abattoirs, lieux qui semblent déjà propices à la contamination, logés dans des baraquements avec des conditions sanitaires désastreuses, ont été collectivement infectés. Au Brésil, où le président licencie ministre de la santé sur ministre de la santé, l'amplitude de l'inégalité sociale est manifeste.

Selon les données officielles révélées par la presse le 6 mai, à Sao Paulo, l'épicentre de l'épidémie, le risque de mourir du Covid-19 est 62 % plus élevé pour les afro-descendants que pour les blancs. Majoritaires dans cet État, ils souffrent de conditions de vie plus précaires : faible accès aux soins, emplois très exposés, logements de fortune où il est impossible de respecter les mesures sanitaires de base. (RFI, 11 mai)

Si le capitalisme protège fort mal des conséquences sanitaires de l'épidémie les travailleurs, en particulier les peu qualifiés et leurs familles, il ne les protège pas plus des conséquences de la crise économique qu'elle aggrave.

La montée du chômage et de la faim

Cette crise représente une menace très grave pour la stabilité du système financier mondial... Il est très probable que cette année, l'économie mondiale connaîtra sa pire récession depuis la Grande Dépression [de 1929]. (FMI, 15 avril)

Le rapport de l'OIT estime à plus de 300 millions le nombre de pertes d'emplois au deuxième trimestre dans le monde. Aux États-Unis, le chômage a explosé, frappant 33 millions de travailleurs sur une population active de 156 millions. En Chine, le taux de chômage officiel est de 5,9 %, soit 26 millions de chômeurs mais des estimations plus réalistes évaluent ce nombre entre 70 et 120 millions. Les États bourgeois n'ont pas pris en charge partout ni de la même manière le chômage en lieu et place des patrons. Au mieux, dans les pays d'Europe de l'ouest et du nord, il a occasionné 20 % de perte de salaire pour les travailleurs salariés déclarés. Même dans les pays impérialistes, les travailleurs salariés étrangers sans papiers et les mingongs (migrants intérieurs en Chine) ne touchent pas d'indemnité. Des dizaines de millions de travailleurs indépendants ou salariés non déclarés du secteur informel des pays dominés sont plongés dans la misère.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, espéranto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (29 avril), les 2 milliards de travailleurs qui vivent ou survivent de l'économie informelle dans le monde pourraient perdre en moyenne 60 % de leurs revenus et jusqu'à plus de 80 % dans certains pays. Dans ces conditions, le Programme alimentaire mondial (ONU) prévient : « *la prochaine pandémie sera la famine* ». Elle touche déjà les pauvres par millions dans le sous-continent indien, en Afrique, en Amérique centrale et en Amérique du sud. D'un côté on meurt de faim, de l'autre les récoltes pourrissent dans les champs ou sont détruites par leurs propriétaires, faute de pouvoir être ramassées, transportées ou vendues. Nulle part les États capitalistes n'organisent les mesures d'urgence, le ramassage, l'achat des récoltes aux paysans, les réquisitions, les transports, pour assurer l'approvisionnement. Mais partout ils mobilisent la police et l'armée pour disperser les rassemblements des affamés, à coups de bâton en Inde, à coups de matraque au Chili, avec des tirs de balles en caoutchouc en Afrique du Sud. Même dans les pays impérialistes, les files d'attente s'allongent devant les distributions de nourriture ou de produits de première nécessité assurées, non par l'État, mais par des militants d'associations solidaires ou caritatives.

Certes, ces chiffres sont susceptibles de se résorber, pour autant que la reprise économique soit au rendez-vous après la pandémie.

Une reprise capitaliste immédiate ?

Mais c'est justement là que le bât blesse. La crise économique se préparait avant l'épidémie (voir *Révolution communiste* n° 37, décembre 2019). L'arrêt brutal d'une partie de la production et des échanges mondiaux a laissé des traces que les bourgeoisies ne peuvent effacer d'un coup de baguette magique. Que faire des centaines de milliers de voitures invendues ? Espérer, comme en Allemagne ou en France, qu'une prime à la casse vienne faciliter leur vente ? Mais ce sera alors hypothéquer d'autant les ventes suivantes. Il en va de même dans de nombreux secteurs où les stocks sont au maximum et ce qui n'a pas été écoulé menace de rester en plan et d'être brutalement dévalorisé. À qui vendre des avions quand toutes les compagnies aériennes ont dû cesser pratiquement toute activité pendant plusieurs mois, que les perspectives de réouverture des frontières au trafic des passagers sont encore balbutiantes et que les pertes d'exploitation sont colossales ? Et derrière les locomotives de l'automobile et de l'aéronautique, combien de wagons de sous-traitants, petits et moyens, avec des centaines de milliers d'emplois menacés ?

Inévitablement, la paupérisation de millions de travailleurs, de larges couches de la petite-bourgeoise, la faillite de nombreuses petites entreprises vont peser sur la demande de marchandises, donc sur la possibilité de réaliser leur valeur et faire du profit pour les entreprises qui les ont produites. Dans ces conditions, la reprise de la production ne peut qu'être incertaine et chaotique,

en tous cas loin d'un rebond rapide et puissant. Ainsi, en Chine le premier ministre refuse pour la première fois d'annoncer des objectifs chiffrés de croissance.

Nous sommes confrontés à des risques sans précédent dans notre développement et nous le resterons dans les prochaines années. (Li Keqiang, Discours à l'Assemblée nationale populaire, 22 mai)

Le FMI prévoit une croissance mondiale que de 1,2 % pour 2020, en chute libre au regard des années précédentes. La Commission européenne annonce une chute du PIB de la zone euro de 7,7 %. Mais c'est une moyenne qui recouvre de profondes disparités entre une baisse pour l'Allemagne de 6,5 % et pour des pays comme la Grèce ou l'Italie -10 %. La crise économique va rebattre les cartes, renforçant les plus solides au détriment des plus faibles, qu'il s'agisse d'entreprises capitalistes, de groupes ou de pays.

La création monétaire pour tenter de sauver le capital

Le nombre de morts, de pauvres ou d'affamés n'est pas ce qui préoccupe en premier lieu les capitalistes et leurs États. Ce qui compte avant tout pour chaque bourgeoisie, c'est, malgré toutes les incertitudes et les difficultés, de sauvegarder ses plus grands groupes, afin de préserver sa place, aussi bien sur son marché intérieur que sur la scène internationale. Tous les gouvernements ont le même objectif. Mais tous n'ont pas les mêmes moyens : si les États-Unis et l'Allemagne peuvent dès la fin mars mettre respectivement 4 000 milliards de dollars et 1 100 milliards d'euros sur la table, essentiellement pour assurer la protection et le soutien à leurs entreprises, si la Chine s'engage à hauteur de 1 000 milliards d'euros, tel n'est pas le cas de la Grèce ou de l'Italie, par exemple, qui n'a prévu qu'un modeste plan de 55 milliards d'euros, et encore moins celui des pays dominés ou semi-dominés par l'impérialisme en Afrique, au Proche-Orient, en Asie centrale, en Europe de l'est, en Amérique du sud, en Amérique centrale. Au contraire, ce qui se profile pour ces pays, avec la chute des cours des matières premières (qui constituent souvent leurs seuls revenus à l'exportation) et une instabilité financière grandissante, c'est à la fois une plus grande misère pour la majorité de leur population et une plus grande dépendance vis-à-vis des principales puissances impérialistes (États-Unis, Chine, Allemagne...), à l'affût de tout affaiblissement pour y conquérir ou reconquérir des positions.

En Amérique du Nord, dans l'Union européenne, au Royaume-Uni, tous les garde-fous, toutes les règles dictées par les « prix Nobel » de l'économie et sanctifiées par les constitutions ou les traités européens, ont disparu du jour au lendemain. « *L'indépendance de la banque centrale* » vis-à-vis des États, « *la règle d'or* » de limitation du déficit budgétaire, les statuts interdisant

aux banques centrales de financer les États s'évanouissent devant l'impérieuse et urgente nécessité de sauver le capital. En fait, la nouvelle crise ne fait qu'accentuer deux tendances déjà à l'oeuvre depuis des années : la montée de la dette et la politique « permissive » des banques centrales (taux directeurs faibles, rachat de titres de dette publique ou privée...).

Les banques centrales, plus encore qu'en 2008-2009, financent indirectement les subventions précipitamment engagées par les États bourgeois pour voler au secours de leurs entreprises, et pas seulement cette fois-ci celles de la banque et de l'automobile. Le déficit budgétaire américain devrait atteindre 18 % du PIB cette année alors qu'il n'était « que » de 9,8 % en 2008. De fin février à fin avril, la Réserve fédérale américaine a ainsi émis quelques 2 413 milliards de dollars, augmentant son bilan de près de 60 % et le portant à 30 % du PIB des États-Unis. De son côté, la BCE a renforcé son dispositif déjà fixé à 750 milliards d'euros par une annonce de 120 milliards supplémentaires au titre du programme de « l'assouplissement quantitatif » qui lui permet d'acheter des titres aux banques depuis 2015, malgré l'opposition du gouvernement allemand. Le bilan de la BCE dépasse maintenant les 45 % de PIB de la zone euro.

L'accumulation capitaliste est guidée par le taux de profit, pas par le crédit facile

Cette débauche de création monétaire ex nihilo semble soudain devenue d'une facilité déconcertante et n'entraîner que des conséquences bénéfiques. Mais ce miracle est illusoire.

Certes, les rebouteux keynésiens expliquent depuis un siècle que l'intervention des États (baisse des taux directeurs de la banque centrale et déficit budgétaire) en cas de faiblesse de la « demande » (investissement + consommation) ne fait courir aucun risque au capitalisme. La croissance obtenue par leur panacée permettrait de rembourser avec facilité la dette publique. En fait, si la rentabilité du capital est insuffisante, aucune « politique éco-

nomique » ne peut relancer artificiellement l'accumulation du capital. L'injection de monnaie conduit soit à l'inflation (la hausse généralisée des prix), soit à la hausse de certains prix (sur des marchés spéculatifs : actions, immobilier, matières premières, devises, produits financiers dérivés...). C'est ce qui explique le paradoxe d'un rebond des principaux marchés d'actions alors que les PIB plongent.

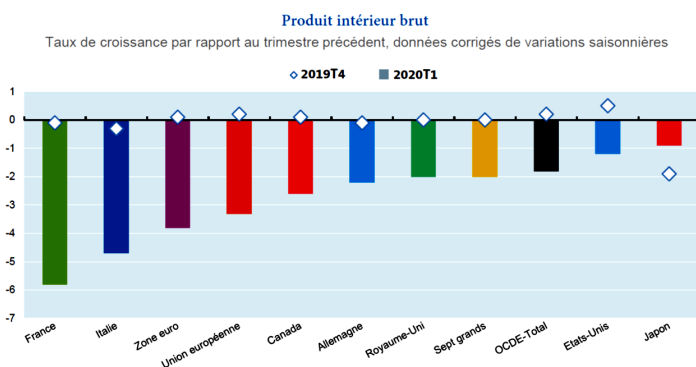
Les marchés financiers font preuve d'une étrange résilience. L'indice S&P 500 a retrouvé son niveau d'il y a un an... Le Dow Jones est supérieur de 20 % à ce qu'il était après l'élection de Trump. (Le Monde, 5 mai)

Effrayés il y a quelques jours à l'idée que le déconfinement ne tourne à la déconfiture, les opérateurs sont aujourd'hui rassurés. À la clôture, le Cac 40 gagne encore 1,76 %. (Les Échos, 28 mai)

Vu les limites, à cause du chômage grandissant, des hausses de salaires, il est probable que la gigantesque création monétaire actuelle ne débouche pas sur l'inflation galopante. Dans l'immédiat, les bulles spéculatives se renforceront ou des mouvements de capitaux violents nuiront aux pays les plus faibles.

Le tournant de la Fed, de la BCE et d'autres grandes banques centrales importantes a donné aux groupes endettés et aux gouvernements un sursis. Néanmoins, ils demeurent vulnérables à une détérioration des marchés, comme la chute brutale des prix des matières premières ou une panique des investisseurs qui les ferait fuir vers des placements sûrs... Dans ce scénario, des économies fragiles comme la Turquie et l'Argentine qui ont vu leur monnaie se stabiliser pourraient retomber dans la crise et d'autres crises surgir dans des pays qui cherchent le soutien de la Chine ou de puissances régionales. (The Economist Intelligence Unit, Top five risks to the global economy in 2020, 17 mai)

Cours 1 ans de la société Nasdaq Comp.



Recul du PIB trimestriel, OCDE, 26 mai 2020



Indice actions du NASDAQ de New-York, Les Échos, 6 juin 2020

La montée des tensions au sein de l'Union européenne

Le gouvernement britannique annonce qu'il n'acceptera plus les normes de l'UE et traitera les travailleurs et étudiants venus du continent comme des étrangers ordinaires. De son côté, la Cour constitutionnelle allemande a mis en cause le 5 mai la politique monétaire de la BCE, ce qui illustre la réticence de la bourgeoisie qui profite le plus de l'Union européenne à aider les autres.

Tant que la BCE garantit les obligations d'États de la zone euro en les rachetant si nécessaire aux banques qui les ont souscrites, la question des taux d'intérêt de ces emprunts ne se pose guère. En revanche, si ces États font appel seuls, pour se financer, aux capitaux privés, la musique est différente. Le capital s'investit toujours en fonction du rendement attendu sur les prêts qu'il consent, qui doit être d'autant plus élevé que le risque est jugé important par le créancier. En cas de risque accru de non remboursement par l'emprunteur, les obligations qu'il a émises deviennent difficiles à revendre à d'autres banques, aux compagnies d'assurances, aux fonds de pension, etc. Le taux d'intérêt auquel les banques prêtent dépend de la solvabilité de l'entreprise ou de l'État qui emprunte. Ainsi, l'État italien souffre-t-il déjà d'un « différentiel de taux » par rapport à l'Allemagne.

Précisément pour éviter ce handicap, les bourgeoisies européennes les plus faibles ont mené une offensive pour obtenir que la zone euro souscrive à son niveau un emprunt « européen ». Déjà mal en point avant l'épidémie, l'Union européenne est tirée à hue et à dia par les forces centrifuges que la crise précipite.

Conscient des risques d'écroulement, le gouvernement allemand a fini par reprendre le projet français de mutualisation de dette, qu'il repoussait depuis 2008. Montrant qui dirige réellement l'UE, le tandem impérialiste franco-allemand propose le 18 mai un emprunt par l'UE de 500 milliards d'euros qui devraient être distribués sous forme de subventions. L'emprunt serait remboursé ensuite par les États membres sans rapport automatique avec les sommes perçues. Ce qui serait revenu à demander à tous de payer pour certains. L'Allemagne et la France, avec Airbus et l'ensemble de leurs constructeurs automobiles, en auraient sans doute tiré profit...

La Commission européenne, qui est censée faire les propositions, vient de reformuler le projet Macron-Merkel en le transformant en un plan de 750 milliards d'euros mêlant 500 milliards de subventions et 250 milliards de prêts. Cette version est plus nettement favorable aux bourgeoisies les plus affaiblies puisque l'Espagne, l'Italie et la Pologne en seraient les principaux bénéficiaires, la France arrivant cependant en quatrième position. Le financement des 500 milliards ne proviendrait pas d'un remboursement des États, mais de nouvelles taxes européennes dont une partie au moins, comme une taxe sur

les entreprises polluantes à l'étranger, ne serait qu'une forme de protectionnisme déguisé. Reste que les marchandages entre les bourgeoisies européennes vont se poursuivre, sans garantie d'aboutir car l'adoption nécessite l'approbation unanime des 27 États membres.

L'aggravation des rivalités inter-impérialistes

L'épidémie de Coronavirus précipite les tendances déjà à l'oeuvre dans les rapports mondiaux avant son apparition. Le ministre français des affaires étrangères Le Drian est d'ordinaire coutumier de la langue de bois. C'est autant nécessaire à ses fonctions pour couvrir les intérêts de son impérialisme que conforme à sa nature d'ancien cacique de la social-démocratie rallié sans se faire violence à Macron. Mais il laisse parfois percer son inquiétude sans fard.

Ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble furieusement au monde d'avant, mais en pire... Il me semble que nous assistons à une amplification des fractures qui minent l'ordre international depuis des années. La pandémie est la continuation, par d'autres moyens, de la lutte entre puissances. (Le Monde, 20 avril)

Les tensions entre l'impérialisme américain et l'impérialisme chinois se multiplient. Le gouvernement américain a accusé la Chine d'être responsable de la pandémie, le secrétaire d'État Pompeo affirmant détenir « des preuves immenses » de l'implication d'un laboratoire de virologie de Wuhan, sans en fournir aucune. L'encre de l'accord instaurant la trêve dans la guerre des taxes sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine était à peine sèche que déjà Trump évoquait la relance de nouvelles taxes sur les importations en provenance de Chine, parlant de milliers de milliards de dollars que la Chine devrait verser en réparation des dégâts. Après l'interdiction, au nom de « la sécurité nationale », de l'achat d'équipements électriques « conçus, développés, fabriqués ou fournis » par des entités placées sous le contrôle « d'adversaires étrangers », imposant ainsi l'éviction sur tout le territoire fédéral de l'équipementier chinois Huawei, après l'interdiction d'installer les produits Google sur les smartphones fabriqués par Huawei pour en gêner les exportations, de nouvelles mesures viennent d'être prises pour tenter d'asphyxier l'industrie électronique chinoise en lui interdisant l'accès aux puces électroniques de dernière génération, plus petites et plus rapides, qui sont produites par des entreprises américaines et surtout par l'entreprise taïwanaise TSMC. Dans le même temps, Trump presse Intel de rapatrier sa production de Chine aux États-Unis.

Républicains et démocrates font cause commune dans le renforcement de ce dispositif antichinois. C'est à l'unanimité que le Congrès vient d'adopter une loi pour soutenir Taiwan contre la Chine. L'impérialisme chinois ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. Il a

tenté, et réussi parfois, de profiter de ses capacités de production de masques et tests de détection pour valoriser l'aide apportée à différents pays que les autres impérialismes, empêtrés dans leurs propres difficultés, ne pouvaient seconder, comme en Serbie, mais aussi en Italie. Face à l'agressivité américaine, l'impérialisme chinois verse lui aussi dans un nationalisme guerrier sur le plan intérieur, qui répond même au nom évocateur de « loups combattants ». À l'extérieur, la Chine poursuit la même tactique : alors que les États-Unis, en se débattant, bousculent tous les accords antérieurs et viennent par exemple de cesser de financer l'OMS, la Chine se doit d'apparaître comme le défenseur de relations internationales apaisées. Mais, dans le même temps, elle muscle l'ensemble de son dispositif militaire en mer de Chine. Et, parallèlement, elle renforce son dispositif pour faire taire la contestation à Hongkong. L'impérialisme américain, qui se soucie fort peu de la démocratie en général, l'utilise comme un prétexte supplémentaire dans ses attaques contre la Chine.

En marge de cet affrontement économique majeur entre les deux impérialismes les plus puissants, l'impérialisme russe en profite pour chercher à étendre son influence en Méditerranée, après les positions prises en Syrie, en intervenant militairement en Libye sous la couverture de mercenaires. Il se heurte à la puissance régionale turque qui opère elle aussi sous couvert de milices. Erdoğan, qui a vu ses ambitions rognées en Syrie par l'impérialisme russe, a en effet d'autant plus besoin d'un succès militaire à l'extérieur que la crise économique couve à l'intérieur.

L'internationalisme prolétarien contre la montée du chauvinisme

Le capitalisme tend à internationaliser les forces productives, mais la survivance des États nationaux, dont il est inséparable, entre en contradiction avec cette tendance. La plupart des dirigeants des vieux États impérialistes affirment leur volonté de relocaliser une part de la production devant la rupture des chaînes d'approvisionnement occasionnée par la pandémie. Ils font mine de découvrir que, par exemple, l'industrie pharmaceutique produit aujourd'hui au plan mondial 80 % des principes actifs en Inde et en Chine. Les gouvernements y sont poussés par les économistes mercantilistes et étatistes (dits « keynésiens »), les mouvements écologistes (au nom des « circuits courts ») et les partis bourgeois xénophobes (au nom du mythe de « la nation »). Les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes », financés par les États bourgeois nationaux, se rallient généralement au chauvinisme, ce qui divise la classe ouvrière de chaque pays et entre pays.

Le stalinisme défend le mot d'ordre de « libération nationale »... Cette politique semble faite exprès pour

détourner l'attention des travailleurs des problèmes fondamentaux, pour nuire à la lutte contre le capitalisme et pour les inciter à chercher l'ennemi principal hors des frontières. (Léon Trotsky, La Seule voie, 14 septembre 1932)

En réalité, les mouvements de délocalisations et de relocalisations résultent surtout des décisions des groupes capitalistes d'envergure internationale. Les managers à leur tête obéissent d'abord à des questions de coûts intégrant l'ensemble des paramètres (production, transports, etc.). C'est le profit qui commande et non des choix idéologiques. C'est ce qui amène d'ailleurs en permanence la recherche de nouveaux lieux de production aux conditions les plus avantageuses. Cela vaut pour autant qu'il n'existe aucun obstacle, ou le moins possible, à la circulation des marchandises et des capitaux.

En période de croissance, les puissances impérialistes hégémoniques (Grande-Bretagne dans le capitalisme ascendant, États-Unis dans le capitalisme en déclin) et les petits États impérialistes (comme les Pays-Bas, la Suède, etc.) optent pour la libre circulation et contiennent les tendances protectionnistes. Mais, en période de ralentissement de la croissance, les affrontements inter-impérialistes peuvent prendre la forme de barrières protectionnistes, comme le montrent les entraves au commerce entre la Chine et les États-Unis. La nouvelle crise économique va précipiter cette tendance. La relocalisation ne pourra se faire sans taxes aux importations, normes, interdictions de rachat d'entreprises nationales, à l'échelle d'un État ou d'une zone de plusieurs États comme l'UE. Mais c'est un remède pire que le mal qui ne peut qu'accélérer la contraction du marché mondial et de la production globale, et donc aggraver les affrontements entre les principaux impérialismes comme les attaques de chaque bourgeoisie contre son prolétariat.

Le prolétariat en effet, en l'absence d'une orientation révolutionnaire, sera la victime toute désignée des bouleversements que la crise commence à occasionner. Les restrictions aux libertés démocratiques, la détérioration de l'environnement de toute l'humanité, les pertes d'emplois, la paupérisation, le durcissement des conditions de travail, la surexploitation des travailleurs étrangers, la fermeture des frontières aux réfugiés... sont inscrits dans la logique du capitalisme aux abois. Loin de se laisser bernier par les sirènes du nationalisme qui visent à l'enchaîner à la défense de sa bourgeoisie, le prolétariat doit défendre les perspectives de la révolution socialiste, de l'internationalisme et du socialisme mondial, seules réponses raisonnables contre la barbarie capitaliste.

28 mai 2020

Macron : le choix du profit au détriment des travailleurs

L'économie capitaliste plonge

Sur le premier trimestre de l'année –dont seules les deux dernières semaines ont fait l'objet d'un confinement–, le PIB a diminué de 5,8 % –il touche à la fois la consommation et l'investissement–, et il pourrait baisser de 20 % au deuxième trimestre, ce qui tient d'abord aux incertitudes pour les capitalistes qui ont peu de visibilité sur l'avenir, notamment avec un risque de reconfinement, d'autant que les mesures internationales de confinement ont provoqué une rupture des chaînes d'approvisionnement et donc une réduction de la capacité productive des entreprises. L'INSEE prévoit, dans l'hypothèse pour le moins incertaine où l'activité reviendrait en juillet à son niveau d'avant-crise, une baisse de 8 % du PIB sur l'année. Il s'agit de la récession la plus violente depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Avec la grève générale de mai-juin 1968, le PIB trimestriel a reculé de 5,3 % (deuxième trimestre 1968) ; avec la récession qui a suivi la crise financière américaine et européenne de 2007-2008, il a chuté de 1,3 % (premier trimestre 2009). C'est dire l'ampleur des difficultés auxquelles est confronté le capitalisme français, d'autant que le risque est important que de nombreuses entreprises fassent faillite.

La montée du chômage

L'emploi salarié a déjà diminué de 2,3 %. Même si le phénomène a été limité et différé en Europe par les mesures d'« activité partielle », le chômage a augmenté sensiblement puisque la destruction nette d'emplois sur le premier trimestre 2020 s'élève à 453 800. Elle touche principalement les travailleurs des services marchands (437 900), qui pour beaucoup ne bénéficient pas des mesures « d'activité réduite », en particulier les intérimaires (300 000) qui ont toujours constitué une

variable d'ajustement, puisque leur licenciement ne coûte rien au patronat. Le nombre de chômeurs de catégorie A a augmenté en mars de 7,1 % (246 100) et de 22,6 % en avril (840 000), soit ses plus importantes hausses depuis le début de cette série statistique en 1996. La précédente hausse la plus forte, en avril 2009, était de 86 300. Si l'on s'en tient à ces chiffres, l'aggravation du chômage est bien supérieure à celle qu'avait entraînée la récession de 2008-2009.

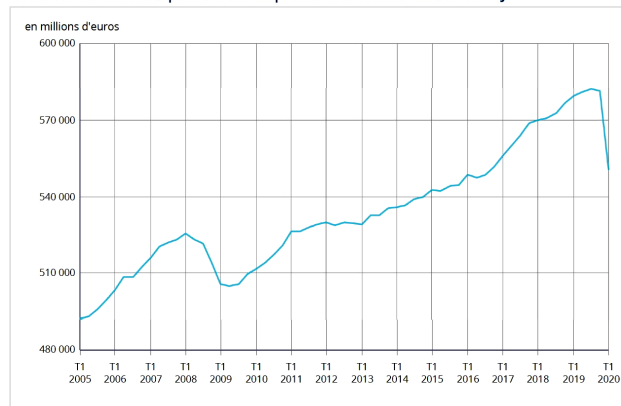
La béquille du capital toujours prête à l'usage

L'État n'est absolument pas un adversaire du capital (du « marché » comme le nomment pudiquement les économistes bourgeois). Au contraire, il vient à son soutien dès que le besoin se fait sentir. Lors d'une crise, face à l'interruption de l'accumulation du capital, l'État agit pour restaurer sa rentabilité. L'État français a réagi immédiatement en venant en aide aux patrons, en particulier les gros. Il a mis en oeuvre des programmes « d'activité partielle », des fonds de soutien aux indépendants, a garanti les prêts aux entreprises et a octroyé des subventions.

Alors que le patronat se plaignait il y a peu que l'État était trop dispendieux et pénalisait la croissance, il a immédiatement demandé –et obtenu– son aide. Au total, l'État versera ou avancera 450 milliards d'euros, à comparer aux 39 millions d'aide alimentaire. Les plus précaires, quant à eux, touchent quelques miettes, une prime exceptionnelle pour ceux qui perçoivent le RSA et l'ASS, une aide de 200 euros pour les moins de 25 ans.

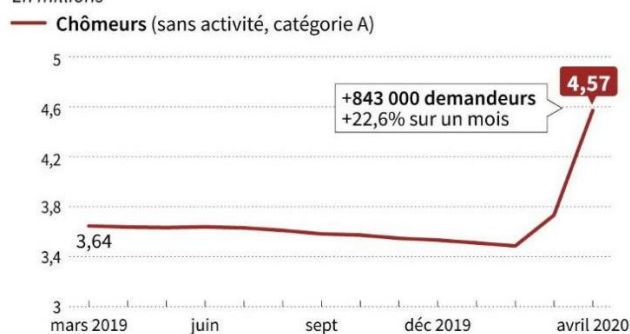
Les travailleurs n'ont pas le choix. La ministre du travail Muriel Pénicaud menace les parents n'envoyant pas leurs enfants à l'école de ne plus toucher le chômage partiel.

Produit intérieur brut - Volume aux prix de l'année précédente chaînés - Série CVS-CJO



INSEE, 29 mai 2020

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, France entière hors Mayotte (par mois)
En millions



Source : Pôle emploi

© AFP

Evolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, chiffres détaillés pour avril, en France (AFP / J)

S'ils veulent continuer à bénéficier de l'activité partielle, il sera alors demandé aux parents une attestation de l'école disant qu'elle ne peut pas accueillir les enfants et qui justifie que les parents restent à la maison. (Le Parisien, 4 mai)

Attaques en cours et à prévoir

Ceux qui comptent sur l'État capitaliste et son gouvernement Macron-Philippe ou un autre pour mettre fin à l'évasion fiscale, pour mettre en oeuvre une politique respectueuse de l'environnement... se trompent lourdement. Ce qui attend les travailleurs, c'est la poursuite des attaques. Si le gouvernement n'a aucune intention de rétablir l'ISF ni de revenir sur le CICE, sur le CIR... il en appelle à la charité, soit en mettant en place une « *plateforme de dons* » (Gérald Darmanin, ministre du budget, *Le Figaro*, 30 mars) soit en appuyant la proposition de députés LREM de demander aux travailleurs de « *faire don d'une partie de leurs congés payés* » (Le Parisien, 12 mai).

Cela s'inscrit dans la stratégie du gouvernement, qui envisage un « *appauvrissement général* » (Édouard Philippe, 7 mai). Il faut comprendre un renforcement des attaques contre les travailleurs, déjà engagées avec le rallongement, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, de la durée maximale de temps de travail hebdomadaire de 48 à 60 heures. Le patronat et ses relais disent vouloir en finir avec le « *carcan des 35 heures* » (Christian Jacob, président des députés LR, 12 mai). À vrai dire, il ne s'agit pas de mettre fin à la souplesse accrue procurée au patronat par les lois Aubry, mais de voir disparaître toute fixation légale du temps de travail. Dès l'ouverture du « *Ségur de la santé* », le premier ministre annonce qu'il veut allonger le temps de travail des salariés des hôpitaux : « *Il faut lever les contraintes de toute nature, le temps de travail doit être regardé de la même façon* » (Édouard Philippe, 25 mai). Le ministre de la santé confirme : « *le temps de travail n'est pas tabou* » (Olivier Véran, 25 mai). Des patrons commencent à demander des baisses de salaires à leurs exploités pour « *sauver l'entreprise* ».

La surveillance policière du confinement n'a pas été la même pour les riches et pour les pauvres. Des travailleurs qui affichaient des banderoles contre le gouvernement ont été inculpés. Le 1^{er} mai, les tentatives de manifester dans la rue ont été réprimées, sauf celle d'une dizaine de membres de l'état-major de la CGT. La police a aussi verbalisé, après la manifestation de l'hôpital Debré le 21 mai, une cinquantaine de personnes et en a placé trois en garde à vue. Le 23 mai, parce qu'elle avait dénoncé à la télévision les violences racistes commises par la police, qui ne sont pas une exclusivité américaine, la chanteuse Camélia Jordana a été l'objet d'attaques massives, sur les réseaux sociaux,

des partisans du RN, de LR et de LREM (inclus le ministre de la police Castaner).

Le site StreetPress a mis à jour l'existence d'un groupe Facebook composé de 7 760 membres des forces de l'ordre, sur lequel des messages à caractère raciste, sexiste, homophobes étaient régulièrement publiés. (Le Monde, 7 juin)

La manifestation du 30 mai organisée par la Marche des libertés en défense des migrants est interdite, tout comme la manifestation en mémoire d'Adama Traoré trois jours plus tard. Néanmoins, elles regroupent respectivement 10 000 et 20 000 personnes.

L'intérêt national façon CGT et version CFDT

Le 19 mars, la « loi de finance rectificative » nécessaire pour ratifier l'aide du gouvernement aux capitalistes a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale avec les voix des députés du PS, du PCF et de LFI. La collaboration de classe, au nom de « la défense de la Nation », « de la France », est plus que jamais à l'oeuvre au détriment des exploités, tant de la part des appareils syndicaux que des partis « réformistes ».

Il pourrait se trouver que ce soit le coup qui renvoie la France à terre... Il faudrait réunir autour d'une table d'un côté le patronat, qui a un ton plutôt coopératif ces temps-ci, de l'autre côté les syndicats de salariés, qui ont tous également intérêt à ce que ça tourne. (Jean-Luc Mélenchon, LCI, 17 mai)

En fait, les chefs des confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO....) se sont concertés chaque semaine, depuis le début de la pandémie, avec le gouvernement et le patronat.

Dès le début du confinement, les responsables syndicaux et patronaux ont obtenu des rendez-vous téléphoniques ou par visioconférence, chaque semaine, en présence de plusieurs membres du gouvernement, y compris avec le premier ministre. Des temps d'échange ont même été organisés avec le président de la République. (Le Monde, 29 mai)

La palme de la servilité revient comme d'habitude à Berger qui se démène littéralement pour Macron.

Le Gouvernement français a pris des mesures pour limiter au maximum la progression de l'épidémie et atténuer ses conséquences économiques et sociales... il est essentiel que la vie économique et sociale de la Nation soit progressivement restaurée, dans des conditions de sécurité optimales pour les salariés qui l'exercent. (CFDT, CFTC, MEDEF, Déclaration commune, 30 avril)

Mais la CFTC et la CFDT sont suivies de près par les bureaucrates de la CGT, de la FSU et de Solidaires qui s'en remettent aussi au gouvernement et au

capitalisme national. Tous nient la lutte des classes : la CFDT s'associe sans honte au MEDEF ; la CGT et SUD-Solaires signent avec diverses organisations caritatives, pacifistes, protectionnistes ou « décroissantes », qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière, un texte qui propage les pires illusions sur le capitalisme français et l'État bourgeois.

Le gouvernement doit urgemment changer de logiciel... La crise doit conduire l'État, les branches professionnelles et les entreprises à prendre de nouveaux engagements... (Amis de la Terre, ATTAC, CGT, FSU, Greenpeace, Oxfam, Solidaires... Plan de sortie de crise, 25 mai)

Les Amis de la Terre ont déjà fourni deux ministres à la 5^e République (Lalonde, Vynet). Quand Greenpeace commente le 30 avril les aides publiques à Renault et à Air France, elle n'a pas un mot sur leurs plans de licenciement, ni pour les travailleurs concernés. Quant à Oxfam, elle annonce quelques jours avant, le 22 mai, sa décision de licencier 1 450 salariés dans 18 pays. La coalition prépare un sauvetage du capitalisme national qui se heurte à l'ambition des sauveurs suprêmes, à la multiplicité des candidats « de gauche » à l'élection présidentielle (y compris, au sein de LFI, entre Ruffin et Mélenchon).

Les initiateurs ont convié, mercredi 20 mai, toutes les organisations de gauche et écologistes à une réunion. Elles ont toutes répondu présent : PS, EELV, LFI, Générations, PP, NPA... au total onze mouvements. (Le Monde, 27 mai)

Parce qu'elles défendent le capitalisme français, les deux initiatives (celle de type « union sacrée » et celle de type « front populaire ») sont en phase avec les vues du gouvernement bourgeois.

Il nous faudra rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française et plus d'autonomie stratégique pour notre Europe. (Emmanuel Macron, Discours, 13 avril)

Toutes les fédérations de la santé (CGT, FO et SUD compris) participent, depuis le 25 janvier, au « Ségur de la santé » convoqué par le gouvernement et présidé par Notat, ancienne responsable de la CFDT de triste mémoire. Elles collaborent avec l'État contre les soignants comme elles ont collaboré contre les retraites.

Pour la rupture avec l'État bourgeois

L'intérêt des travailleurs est d'exiger que leurs organisations de masse rompent avec l'État bourgeois pour défendre véritablement leurs intérêts :

Interdiction des licenciements ! Paiement intégral et inconditionnel des salaires de tous les travailleurs !

Annulation des loyers de la période de confinement à hauteur de la perte de revenu !

Gratuité des masques et des tests ! Réquisition des hôtels et des logements vacants afin d'héberger les sans-abri, les réfugiés, les détenus libérés et les malades bénins !

Collaboration internationale pour la recherche de vaccins et de médicaments antiviraux !

Augmentation des salaires des soignants et recrutement dans les hôpitaux publics et les maisons de retraite sans but lucratif ! Expropriation des groupes pharmaceutiques, des EHPAD capitalistes et des cliniques privées !

Gratuité des soins ! Fin du CIR et des exemptions de cotisations sociales patronales ! Remplacement du prélèvement forfaitaire unique par la création d'un véritable impôt sur le capital prenant en compte tout le patrimoine des riches ! Impôt direct fortement progressif ! Suppression des cotisations sociales des salariés et de la CSG-CRDS ! Suppression de la TVA sur les produits de consommation courante !

Fermeture des centres de rétention, droits égaux pour les travailleurs étrangers, libre circulation pour les travailleurs et les étudiants !

Échelle mobile des salaires et des heures de travail jusqu'à l'embauche de tous les travailleurs !

Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !

La dépression capitaliste et les reculs sociaux ne sont pas causés par des erreurs d'un gouvernement national qu'il suffirait de changer. La classe ouvrière de ce pays a fait l'expérience du PCF et du PS au gouvernement. LFI n'a pas été testée mais son caudillo a déjà été ministre et ses partis frères ont trahi (Syriza en Grèce) ou trahissent présentement (Podemos en Espagne).

La prévention et la gestion des pandémies, la lutte contre le réchauffement climatique, l'extinction du militarisme et des guerres récurrentes, la fin de l'exploitation et des crises économiques ne sont pas des problèmes qui peuvent être résolus en se repliant dans les frontières archaïques. La solution n'est pas d'avoir un illusoire capitalisme plus national, d'avoir un capitalisme moins « libéral et productiviste », il est d'en finir avec le capitalisme et de faire dépérir les frontières. La révolution sociale peut commencer en France, en s'inspirant de la Commune de Paris de 1871, mais ne sera victorieuse qu'à l'échelle internationale.

La nouvelle révolution française sera obligée de quitter aussitôt le terrain national et de conquérir le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale. (Karl Marx, Les Luites de classes en France, 1850)

3 juin 2020

Migrants : des milliers de manifestants dans toute la France le 30 mai

Constituée en 2018 par des associations et collectifs combattant les violences policières et les lois anti-immigrés, la Marche des solidarités a appelé à des manifestations le samedi 30 mai partout en France avec 210 organisations dont Solidaires, NPA, coordinations de lutte pour les sans papiers (CSP93, CSP75...), ASTI, FASTI, GISTI, RESF, Roya citoyenne, Auberge des migrants... L'appel revendiquait la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention administrative et l'accès à des logements décents, des revendications légitimes. Le Groupe marxiste internationaliste a participé à la manif à Paris, à Limoges et à Strasbourg.

À Strasbourg, environ 200 personnes se sont rassemblées dont des jeunes Africains. Les flics ont à un moment encerclé les manifestants ; ceux qui voulaient sortir devaient montrer leur papiers et les flics notaient leur identité.

Malgré le refus de la préfecture de police de Paris de valider la manifestation (au titre des mesures sanitaires !), les organisateurs l'ont maintenue. Des rendez-vous par petits groupes évoluant avec le temps étaient donnés sur le blog hébergé par Mediapart pour aboutir, peu avant 14 h 30, à deux lieux principaux : Opéra et Madeleine dans l'objectif de se rendre place de la République. À 14 h 45, près de la place de l'Opéra, la police a attaqué avec des bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants. Quelques arrestations ont eu lieu, mais la détermination des manifestants dont le nombre grossissait l'a emporté. Et des petits groupes se sont agrégés très vite en un cortège imposant de plusieurs milliers de personnes qui s'est dirigé vers République sur un trajet parallèle.

30 mai, Paris, comme à Strasbourg, de multiples contrôles / photo Serge D'ignazio



En tout, plusieurs milliers de travailleurs et étudiants déterminés ont défilé malgré la faiblesse des moyens : seulement deux mégaphones, pas de banderoles, quelques pancartes et l'affiche de la manif qui demande la régularisation des sans-papiers.

Cela reflétait l'abstention des principales organisations ouvrières (CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU, PS, LFI, PCF, LO, POID, POI...) et la faiblesse de l'engagement de Solidaires et du NPA.

La conséquence la plus grave était l'absence de service d'ordre : à part quelques militants de Solidaires arrêtant les voitures pour laisser traverser la manifestation, aucune autodéfense face à la police, des hésitations sur le trajet à suivre, avec des signes contradictoires (par ici, non, par là...) qui ont duré presque 10 minutes... Un petit cortège de quelques centaines de personnes est arrivé 20 minutes plus tard à la place de la République... D'après Marche des solidarités, un cortège venant de Porte de Montreuil a été bloqué par la police, ce qui aurait fait environ 10 000 manifestants en tout à Paris.

Seule l'unité des travailleurs français et étrangers peut permettre, par des manifestations de masse, des campagnes nationales dans les entreprises et les lieux d'études, des grèves communes de faire abroger l'arsenal contre les migrants et ceux qui travaillent et étudient sans papiers.

Il faut réaliser le front unique des organisations ouvrières pour l'accueil des réfugiés, la régularisation des sans-papiers, pour la fermeture des CRA, pour des logements décents, pour l'égalité des droits de tous les travailleurs qui vivent ici, pour le droit de circuler et de s'installer dans le pays de son choix, Une lutte de masse, dans l'unité des travailleurs avec et sans papiers.

30 mai 2020, correspondants

Un point de vue marxiste sur l'actualité

groupemarxiste.info

framapiarf.org/@gmi

www.facebook.com/Groupe-marxiste-internationaliste-102781168071978



Combats avec les communistes internationalistes !

groupe.marxiste.inter@gmail.com

États-Unis : seul un gouvernement des travailleurs peut mettre fin aux exactions et aux crimes racistes des policiers



Le 26 mai, George Floyd, un Noir arrêté par la police à Minneapolis a été étouffé lentement pendant huit longues minutes en pleine rue par un policier qui le maintenait à terre avec un genou sur le cou sous l'œil indifférent de trois autres policiers présents. Depuis, des manifestations massives se déroulent chaque jour aux États-Unis dans toutes les grandes villes, malgré les interdictions, malgré le couvre-feu, malgré le déploiement de la police et de la Garde nationale, malgré les violences policières contre les manifestants, rassemblant travailleurs et jeunes, Noirs, Blancs et Latinos ensemble. Des manifestations ont aussi eu lieu à Londres, Berlin, Vienne, Madrid, etc.

Le racisme et les violences policières contre les Noirs jalonnent toute l'histoire des États-Unis depuis qu'ils existent. La fin officielle de l'esclavagisme après la guerre de Sécession n'a donné aux Noirs que la liberté de se faire exploiter par le capitalisme dans les conditions les plus dures sans aucunement en finir avec le racisme. Ainsi, la ségrégation raciale n'a été officiellement abolie que par le Civil Rights Act de 1964 et le Voting Rights Act de 1965. Cette violence contre les Afro-Américains n'est pas nouvelle. La différence, c'est qu'aujourd'hui elle est filmée.

L'implication de la police et du FBI dans l'assassinat de dirigeants noirs comme Malcolm X et Martin Luther King dans les années 1960 est avérée. Dans les années

1970, la répression étatique a frappé la dirigeante noire du CPUSA Angela Davis et surtout le Black Panthers Party qui avait osé affirmer le droit à l'autodéfense contre la police raciste. Mumia Abu-Jamal, un journaliste ancien militant du BPP, victime d'une machination policière avalisée par les tribunaux, a passé 30 ans à attendre d'être exécuté et est toujours condamné à perpétuité. Les assassinats de Trayvon Martin, Tamir Rice, Michael Brown et Éric Garner au cours de la dernière décennie ont donné naissance au mouvement Black Lives Matter.

Selon les statistiques des agences de santé publique, les Noirs représentent de 40 à 60 % des décès dus au Covid-19, alors qu'ils sont moins de 13 % de la population. La plupart d'entre eux, ainsi que des Latinos, sont toujours parmi les plus mal payés, les plus précaires, les plus mal logés, les plus mal nourris, les plus mis à l'écart du système éducatif, les plus victimes des maladies de la pauvreté, les plus mal soignés. Ils sont surreprésentés dans les prisons les plus hypertrophiées de tous les pays « démocratiques ».

Les violences policières à l'encontre des Noirs ne sont pas le fait de quelques brebis galeuses qui entacheraient l'honneur de la police comme le prétendent les bonnes âmes. Elles sont institutionnalisées, comme une des conditions intrinsèques du capitalisme, de l'oppression, de la division orchestrée de la classe ouvrière par le biais du racisme. Rien qu'à Minneapolis, où Floyd a été

assassiné, la police a tué 31 personnes depuis 2000. 21 d'entre elles étaient des Noirs. En novembre 2015, à Minneapolis encore, Jamar Clark, un homme de 24 ans, qui avait été arrêté et menotté par des flics, a reçu une balle dans la tête. Des fascistes (Ku Klux Klan et autres) ont alors attaqué, sous les yeux de la police, la manifestation contre la violence policière et ont tiré sur cinq manifestants noirs.

Devant l'ampleur des manifestations, Trump s'est présenté comme « le président de la loi et de l'ordre » et a menacé d'envoyer l'armée pour rétablir le calme. Pris à la gorge par l'effondrement économique qui sape ses chances de réélection, Trump tente de jouer son va-tout en s'orientant sur une ligne de quasi-guerre civile. Sa volonté de classer les organisations antifascistes et anarchistes en organisations terroristes est un appel clair à la mobilisation de ces partisans racistes ainsi qu'aux milices fascistes qui ont envahi à plusieurs reprises les congrès de différents États contre le confinement. Cependant, la représentation politique de la bourgeoisie est divisée sur la conduite à tenir. Une majorité d'entre elle, tant liée au Parti républicain qu'au Parti démocrate, craint de ne pouvoir maîtriser la situation, d'autant qu'une partie significative des soldats est composée de Noirs. Elle penche pour une solution permettant à moindre frais de faire rentrer les manifestants, comme elle l'a déjà expérimenté par le passé. Elle espère que le renforcement des charges retenues contre les 4 policiers, quelques « genoux à terre » opportunément médiatisés de la part de responsables de la police, des appels au calme et à la justice d'Obama et de Biden, le renvoi de cette question à la prochaine élection présidentielle par les responsables du Parti démocrate, suffisent à dissiper la tension.

Les manifestations aux États-Unis interviennent alors que le chômage a explosé (42 millions de licenciements depuis le mois de mars touchant fortement la communauté noire), que les files d'attente se multiplient devant les distributions alimentaires, que les perspectives s'assombrissent pour le prolétariat américain. Mais l'absence d'un parti révolutionnaire aux États-Unis joue contre la classe ouvrière et la jeunesse, en empêchant de transformer leur élan, leurs aspirations en perspectives révolutionnaires. Obama, au cours de deux mandats flanqués de Biden, n'a rien changé à la violence policière ni à la situation économique et sociale des travailleurs ni des Noirs.

La principale formation réformiste, les DSA, qui sont membres d'un parti politique bourgeois, ont dévoyé les aspirations des travailleurs et des jeunes vers la candidature de Sanders, lors de l'élection primaire du Parti démocrate. Sanders lui-même vient de se désister pour Biden. Les DSA, non seulement refusent de rompre avec le parti impérialiste, de s'engager dans la

voie d'un parti ouvrier, mais, comme ce qui reste du parti stalinien CPUSA, ils n'appellent même pas les exploités et les opprimés à exercer leur droit démocratique à se défendre contre les chiens de garde de la classe dominante.

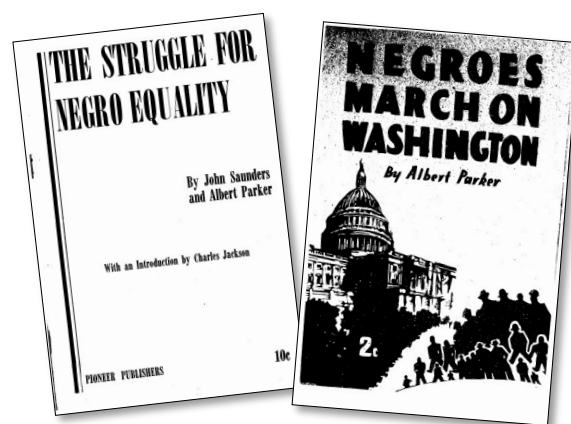
Nous croyons fermement que des communautés fortes et dotées de ressources suffisantes n'ont pas besoin de recourir à la répression et, par extension, à des institutions répressives pour maintenir la paix lorsqu'il y a la justice. (DSA, Communiqué, 28 mai)

C'est la bouillie réformiste habituelle pour masquer la nature réactionnaire de l'État bourgeois et de sa police, comme s'il pouvait y avoir un capitalisme harmonieux et sans violence ! Pas plus aux États-Unis qu'ailleurs, les policiers ne sont des « travailleurs » comme les autres, comme veulent le faire croire les réformistes : ce sont les détachements d'hommes armés recrutés et dressés à la défense du capitalisme. Ainsi, les réformistes laissent le terrain libre à toutes les manœuvres de la bourgeoisie pour faire refluer la colère des masses. Si celle-ci y parvient, il n'y aura pas plus demain de justice envers les Noirs qu'il n'y en a eue jusqu'ici après tous les meurtres précédents.

Les seules organisations de masse de la classe ouvrière américaine, les confédérations syndicales (AFL-CIO, CtW) doivent rompre avec les partis politiques de la bourgeoisie, expulser de leurs rangs les organisations de membres des appareils répressifs publics et privés, défendre les minorités ethniques et leur droit à l'autodéfense contre la violence policière.

Seule la stratégie de détruire l'État bourgeois, de dissoudre les corps répressifs (police, garde nationale, armée, services secrets, justice...) par les travailleurs armés, d'instaurer un gouvernement ouvrier basé sur des organes des masses en lutte, d'exproprier le capital, de construire le socialisme international peut souder une avant-garde décisive dans les combats à venir.

7 juin 2020



Deux brochures du SWP, la section américaine de la 4^e Internationale, publiées en 1943

Pandémies et capitalisme : le cas Covid-19

*Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. (Friedrich Engels, « Introduction », 1876, *Dialectique de la nature*, ES, p. 42)*

Les virus SRAS

La pandémie du virus SRAS-CoV-2 a touché 6,4 millions d'humains dans le monde, 3,2 millions ont guéri et 381 000 en sont morts, selon les informations communiquées par les États qui en sous-estiment probablement l'ampleur. Partie de la ville de Wuhan en Chine en décembre 2019, elle s'est propagée à toute la planète. Le nouveau virus déclenche la maladie appelée Covid-19 qui peut engendrer un syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS en français, SARS en anglais) qui peut conduire jusqu'au décès, notamment chez les sujets les plus vieux et ceux déjà malades (cancer, diabète...).

Le SRAS-CoV-2 fait partie de la famille des coronavirus qui produit généralement sur notre espèce des gripes. Les virologues en dénombrent des centaines chez les volailles et les mammifères : félins, rongeurs, porcs, chauve-souris, 7 chez les humains. Si 4 d'entre d'eux conduisent à des rhumes habituellement sans conséquence, 3 peuvent être mortels.

Le virus SRAS-CoV-1 contamine de novembre 2002 à l'été 2003 plus de 8 000 personnes et en tue 800 dans 29 pays, principalement en Chine et à Hongkong.

Le SRAS, au départ nommé pneumopathie atypique, est caractérisé par une fièvre élevée (>38°C), associée à un ou plusieurs symptômes respiratoires : toux sèche, essoufflement, difficultés respiratoires. D'autres symptômes peuvent être constatés comme

des maux de tête, des douleurs musculaires, des diarrhées et un malaise général. La durée d'incubation ne dépasse généralement pas 10 jours. L'OMS considère que le taux de létalité global est de 15 % et peut dépasser 50 % chez les personnes de plus de 65 ans. Le SRAS s'est vite avéré être transmis d'homme à homme par l'air, probablement par des gouttelettes de salive contaminées. Il s'est rapidement propagé au niveau mondial à la faveur des transports aériens, les flambées les plus importantes s'étant concentrées dans les plaques tournantes aéroportuaires ou dans des zones à fortes densités de population. (Institut Pasteur, SRAS, 9 avril 2020)

Les autorités compétentes comprennent qu'il y a un danger pour l'humanité entière.

*SRAS apparaît d'une manière qui suggère un grand potentiel pour une extension rapide de la maladie du fait d'un monde mobile et intimement interconnecté. Les données indiquent une période d'incubation de 2 à 10 jours (en moyenne 2 à 7 jours), permettant à l'agent infectieux d'être transporté sans être suspecté ni détecté par un passager asymptomatique d'une ville du monde à une autre ville ayant un aéroport international. La transmission de personne à personne par proche contact avec les sécrétions respiratoires a été démontrée... La concentration de cas parmi le personnel soignant qui était jusqu'alors en bonne santé et la proportion de patients nécessitant des soins intensifs sont particulièrement inquiétantes. Cette « maladie du 21^e siècle » pourrait avoir également d'autres conséquences. Si SRAS devaient s'étendre, les conséquences économiques, - déjà estimées à environ 30 milliards \$US - pourraient s'avérer énormes dans un monde si interconnecté et interdépendant. (Organisation mondiale de la santé, *Un mois d'épidémie mondiale de SRAS*, 11 avril 2003)*

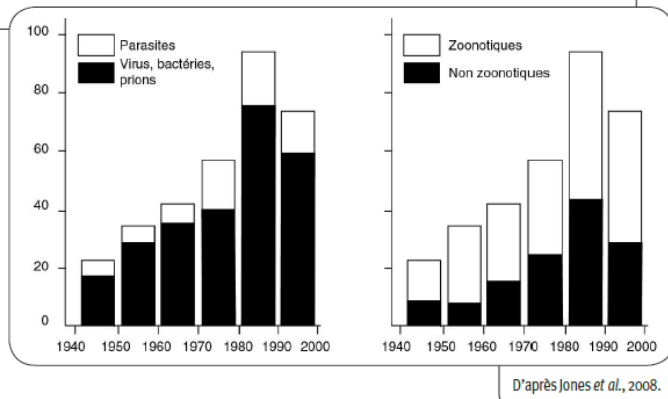
Autre signal d'alarme, le MERS-CoV sévit de 2012 à 2015 en restant cantonné par contre au Proche-Orient.

Tableau 1 : Les différents stades de maladies transmissibles à l'homme

Identification du stade d'évolution	Exemples	Statut
Stade 1 : transmission inter-animale (une ou plusieurs espèces)	Fièvre aphteuse, peste porcine, fièvre catarrhale ovine, maladie de Schmallenberg	Maladie strictement animale
Stade 2 : pathogène animal capable d'infection primaire	Rage, West Nile, fièvre charbonneuse, ESB	Zoonose non extensive Pas de transmission naturelle inter-humaine
Stade 3 : pathogène animal capable d'infections primaire et secondaire	Peste, tuberculose, influenza aviaire	Zoonose extensive - Transmission inter-humaine sur quelques cycles
Stade 4 : pathogène animal capable d'infections primaire et secondaire larges	Fièvres hémorragiques	Zoonose très extensive Transmission inter-humaine large
Stade 5 : pathogène d'origine animale à transmission inter-humaine exclusive	SIDA et SRAS	Transmission exclusivement inter-humaine

Source : d'après Wolfe N.D., Panosian Dunavan C., Diamond J., 2007, "Origins of Major Human Infectious Diseases", *Nature*

Figure 1. Évolution du nombre de maladies infectieuses émergentes de 1940 à 2000, suivant le type d'agents pathogènes (à gauche) et suivant le type de transmission zoonotique (impliquant l'animal sauvage ou domestique) ou non zoonotique (environnementale, vectorielle sans animal réservoir, directe d'humain à humain) (à droite).



Pourtant, quand le SRAS-CoV-2 apparaît et se répand, même la Chine n'est pas préparée (sauf Hongkong). Font exception la Corée du sud et Taiwan.

Les épidémies d'avant le capitalisme

Des virus et des bactéries ont précédé les formes de vie pluricellulaires et ont interagi avec les formes de vie ultérieures plus complexes, dont les mammifères. Depuis leur apparition, il y a plus d'un milliard d'années, ils ont évolué au contact des autres êtres vivants sur notre planète. La plupart ne sont ni nocifs, ni favorables aux humains. Certains lui sont utiles depuis leur apparition : nous sommes porteurs de ce type d'organismes invisibles à l'œil nu et cette symbiose procède au bon fonctionnement de notre corps. D'autres, plus tard, ont été utilisés par les sociétés humaines (pour la fermentation, par exemple, qui donne le pain, des produits laitiers et des boissons alcoolisées).

Mais il arrive aussi que notre espèce subisse l'agression d'un agent pathogène qui vit et se multiplie à ses dépens. Les maladies infectieuses sont inséparables de l'humanité. Inhérentes aux relations entre la nature et notre espèce, ces infections proviennent de bactéries, de virus, de levures ou de parasites pluricellulaires.

En règle générale, un virus donné ne passe pas d'une espèce à l'autre. Mais, par mutation, il arrive qu'un virus modifié y parvienne. Une partie des germes pathogènes pour les humains sont d'origine animale, sauvage ou domestique, on parle alors d'une zoonose. Par exemple le bacille de la peste a pour origine les rongeurs et est transmis par le rat à l'homme. Réciproquement, l'homme est la cause d'épizooties (épidémies chez les animaux) comme la bactérie responsable de la tuberculose bovine qui est plus « jeune » par son génome que celle de l'homme.

Les maladies contagieuses les plus létales sont la tuberculose, la peste, le choléra, le typhus, la variole, la malaria (le paludisme), la grippe, la fièvre jaune...

*On en trouve trace dès l'Antiquité : une fièvre typhoïde venant d'Éthiopie frappe la Grèce, en pleine guerre du Péloponnèse, faisant environ 70 000 morts sur une population qu'on peut estimer autour de 200 000 habitants. Périclès n'en réchappe pas et la civilisation grecque décline. Cinq siècles plus tard, la peste antonine, qu'on suppose être la variole ou une fièvre hémorragique, ravage et déstabilise l'Empire romain, et fait disparaître un tiers de la population de Rome. Puis c'est la peste dite de Justinien, au VI^e siècle, qui atteint tout le bassin méditerranéen et provoque le décès de 20 millions à 25 millions de personnes, stoppant toute tentative de consolidation de l'Empire romain face aux Barbares. Racontée par Grégoire de Tours, elle fournit le récit classique d'une épidémie de peste bubonique telle qu'elle frappera désormais périodiquement l'Occident jusqu'au XVIII^e siècle. Elle prend en quelque sorte la suite de la lèpre, qui décroît au XIV^e siècle. (Françoise Hildesheimer, « Cette mondialisation de masse des phénomènes épidémiques, c'est du jamais vu », *Le Monde*, 16 mai 2020)*

Les superstitions et les croyances battent alors leur plein. Si les savants de la Grèce antique décrivent avec pertinence des cas cliniques, ils ne connaissent pas l'explication rationnelle et ne proposent guère de remède. C'est toujours le cas de la médecine traditionnelle chinoise. Une telle ignorance face aux fléaux fut largement exploitée par les clergés qui assuraient être en lien avec les divinités responsables et se nourrissaient des craintes et même du désastre.

Le début de la science

Avec l'apparition du capitalisme, la rationalité progresse, les sciences et les techniques font un bond en avant. Cela vaut pour les sciences biologiques et les techniques médicales. On découvre la cause microbienne des épidémies : Yersin (peste, 1894), Koch (tuberculose, 1882 ; choléra, 1883), Pasteur (rage, 1885), Laveran (paludisme, 1880). Ils identifient l'agent pathogène et parfois découvrent un vaccin.

Il faut dire haut et fort que c'est grâce aux vaccins que la mortalité due aux maladies infectieuses (en particulier chez les jeunes enfants mais aussi les personnes âgées) a diminué de manière spectaculaire dans tous les pays développés. On meurt encore de maladie infectieuse même dans ces régions, mais ces infections (souvent nosocomiales) sont causées principalement par des germes multirésistants aux antibiotiques et contre lesquels il n'existe pas encore de vaccin. Pour la même raison, on y meurt aussi du sida. En revanche, c'est l'insuffisance souvent dramatique de politiques de vaccination qui est à la base des pathologies infectieuses multiples (représentant la principale cause de morbidité et de mortalité) sévissant dans les

*pays sous-développés, s'ajoutant au fait qu'il n'existe pas encore de vaccin efficace contre plusieurs maladies endémiques dans ces régions (malaria, dengue, sida). (Georges Werner, « Histoire de certaines maladies infectieuses : leur éradication est-elle utopique ? », *Revue d'histoire de la pharmacie* n° 362, 2009)*

Les conditions sociales facilitant la contagion

Les guerres sont toujours propices aux épidémies. Avec le déclin du capitalisme, elles sont bien plus amples. La première guerre mondiale est arrêtée par la victoire de la révolution en Russie (1917) et son début en Allemagne (1918) et en Hongrie (1919). Entretemps, le conflit facilite les épidémies qui se moquent des frontières (choléra, typhus...) à cause des conditions de vie des soldats sur le front, des prisonniers de guerre dans les camps, des réfugiés qui fuient les combats ou sont expulsés pour leur ethnité, des civils mal nourris. À la fin de la guerre, une épidémie mondiale de grippe cause 50 millions de morts de 1918 à 1920, sans que l'agent pathogène soit identifié. Partie de Boston en septembre 1918, elle se propage à partir de soldats américains à l'Europe puis en Afrique et en Asie. Elle est dite à tort « espagnole ».

*Les belligérants de la première guerre mondiale comptaient déjà des milliers de victimes de la grippe quand elle arriva dans notre pays. Mais les moyens de communication y cachaient la catastrophe pour ne pas saper le moral de la population et des soldats. L'Espagne était neutre et, oui, elle rendit publique la virulence de la maladie. C'est pourquoi elle fut nommée « grippe espagnole ». (Fátima Uribarri, « La gripe español, la gran pandemia mundial », *El Semanal*, 6 février 2018)*

Aujourd'hui, si des maladies sont en régression notable (peste, rage) ou totale (variole), d'autres perdurent. Les maladies infectieuses font actuellement 20 millions de morts chaque année (sur 56 millions de décès) : le sida (1 million), le paludisme (1,2 million), la tuberculose (1,4 million) sont avec les pneumonies (2 millions) les plus meurtrières en 2020. Le manque de vaccinations, de médicaments, d'accès à l'eau saine et à l'électricité sont les causes de ces morts évitables, le plus souvent ignorées par les groupes pharmaceutiques, les gouvernements des puissances impérialistes et les médias capitalistes.

L'élevage capitaliste de masse

Parfois, le virus est issu de l'élevage intensif domestique (la grippe porcine H1N1 en 2009, la grippe aviaire H5N1 en 1997...).

Une analyse de réseau (comme ceux utilisés largement en épidémiologie) permet de déterminer les espèces domestiques qui contribuent le plus au

Tableau 1. Quelques émergences microbiennes, 1970-2014.

Années 1970	Années 1980	Années 1990	Années 2000-2014
Entérite à rotavirus	VIH/sida	Cryptosporidiose	Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS)
Légionellose	Hépatite C	Tuberculose multi-résistante	Middle East respiratory syndrome (MERS)
Entérite à <i>Campylobacter</i>	<i>E. coli</i> O157:H7 (diarrhée)	Variant Creutzfeld-Jacob	HgN7
Fièvre hémorragique de Lassa	Syndrome de choc toxique	Borréliose de Lyme	Ébola (Afrique de l'Ouest)
Fièvre hémorragique Ébola	Staphylocoque doré méti-R	H5N1	

*partage (et à l'échange) de pathogènes entre les humains et l'ensemble des animaux domestiques. Ces espèces centrales dans le réseau sont infectées par de nombreux agents pathogènes qui infectent également de nombreuses autres espèces du réseau. Les espèces les plus anciennement domestiquées sont les plus riches en agents zoonotiques, agents qu'elles partagent avec les humains et avec les espèces domestiquées plus récemment. (Serge Morand, *Émergence de maladies infectieuses*, Quae, 2016, p. 23)*

Le mouvement de concentration capitaliste se produit au début du XX^e siècle dans l'élevage permettant involontairement de diffuser en leur sein des maladies et, parfois, de les transmettre aux humains. La concentration des animaux domestiques conduit à l'affaiblissement de leur système immunitaire. L'ethnologue Mike Davis, le biologiste Robert Wallace et bien d'autres chercheurs établissent la relation entre l'émergence de nouvelles maladies infectieuses et le mode de production actuel.

*En 1965, il y avait aux États-Unis 53 millions de porcs, répartis dans plus d'1 million de fermes. Aujourd'hui, 65 millions de porcs sont concentrés dans 65 000 exploitations, dont la moitié dans des exploitations géantes comptant plus de 5000 animaux. On a assisté à un changement de nature des exploitations, qui a transformé les anciens enclos de l'élevage traditionnel en de vastes enfers saturés d'excréments, concentrant des dizaines, voire des centaines de milliers d'animaux aux systèmes immunitaires affaiblis, réduits à suffoquer dans la chaleur et le lisier tout en échangeant à grande vitesse leurs agents pathogènes avec leurs compagnons d'infortune et leur pathétique progéniture. (Mike Davis, « Le capitalisme et la grippe porcine », avril 2009, site *Contretemps*)*

La concentration d'animaux incite à l'utilisation préventive et massive d'antibiotiques qui rend des souches de bactéries pathogènes résistantes aux traitements dont disposent l'humanité pour se soigner.

Le brouillage de la frontière entre humanité et faune

La limite entre animaux est bouleversée. La déforestation massive, l'exploitation minière, le braconnage disloquent des écosystèmes entiers et

multiplient les points de contact avec les autres espèces, domestiques ou sauvages.

Le capital est le fer de lance de l'accaparement des dernières forêts primaires et des terres agricoles détenues par les petits exploitants dans le monde. Ces investissements favorisent la déforestation et le développement, ce qui entraîne l'apparition de maladies. La diversité et la complexité fonctionnelles que représentent ces immenses étendues de terre sont rationalisées de telle sorte que des agents pathogènes auparavant enfermés se répandent dans le bétail local et les communautés humaines. En bref, les métropoles centrales, comme Londres, New-York et Hongkong, devraient être considérées comme nos principaux foyers de maladies... Il n'y a pas d'agents pathogènes indépendants du capital à ce stade. Même les populations les plus éloignées géographiquement finissent par être touchées, fut-ce de manière distale. Les virus Ebola et Zika, le coronavirus, la fièvre jaune, diverses formes de grippe aviaire et la peste porcine africaine chez les porcs comptent parmi les nombreux agents pathogènes qui quittent les arrière-pays les plus reculés pour se diriger vers les boucles périurbaines, les capitales régionales et, finalement, vers le réseau mondial de transport. On passe de chauves-souris frugivores du Congo à la mort de bronzeurs de Miami en quelques semaines. (Rob Wallace, « Agrobusiness & épidémie », 13 mars 2020, site Acta.zone)

Issu d'une modification d'un virus du chimpanzé, la forme mutée du VIH qui cause le sida humain (une grave maladie immunodéficitaire) tue 1 million de personnes chaque année et touche 40 millions d'humains à ce jour.

Les SRAS-CoV ne sont pas issus d'un laboratoire comme l'insinuent les complotistes Trump et Le Pen. Le réservoir animal contagieux est la chauve-souris. Le virus est passé au pangolin, puis du pangolin à l'humain.

Dès le 9 janvier, alors que la Chine déplore officiellement le premier mort du SRAS-CoV-2, plusieurs équipes, essentiellement de l'Université Fudan à Shanghai, mais aussi une de l'institut de virologie de Wuhan, dévoilent les séquences génétiques du tueur. Publiés depuis par Nature, leurs travaux décrivent un génome possédant 80 % de séquences en commun avec le Sars et 96 % avec des

coronavirus de la chauve-souris... Deux chercheurs de l'université agricole de Chine du sud, à Guangzhou, révélaient le 7 février que le virus présente 99 % de similarité avec un virus circulant chez le pangolin, mammifère à écailles apprécié des gourmets en Asie. (Anne Debroise, « Coronavirus : les virologues montent au front », La Recherche, mars 2020)

Le pangolin est une espèce protégée de mammifère, en voie de disparition en Asie. Mais sa chair comme ses écailles (dans la superstition de la « médecine » archaïque) sont tellement prisées qu'il est braconné à l'échelle internationale et se vend plusieurs centaines d'euros le kilo. C'est suffisamment profitable pour que ce fourmilier soit capturé en Afrique, exporté vivant en Chine, puis parqué sans précaution sanitaire avec la complicité évidente d'un régime policier qui surveille tout. La multiplication des contacts des chauve-souris et des pangolins africains avec des zones de population dense chinoises facilite la recombinaison génétique de virus jusqu'à l'apparition de souches transmissibles.

Que faire ?

La solution n'est pas dans le retour en arrière, que ce soit le rejet de la science et de la technique (prières contre soins, refus des vaccinations, « décroissance »...) ou le repli sur les frontières nationales (protectionnisme, généralisation illusoire des « circuits courts »...).

L'humanité sera toujours la proie de maladies transmissibles, mais il est possible de :

- diminuer le risque d'apparition de nouveaux agents pathogènes en réorganisant le rapport à la nature, en rompant avec la concurrence et le règne du profit ;
- préparer médicalement et industriellement la société humaine par la recherche scientifique, la collaboration internationale et la planification.

Les travailleurs de la santé et les chercheurs en biologie et en médecine tracent la voie de la solidarité, de l'internationalisme et du progrès. Cet avenir, c'est le communisme.

30 mai 2020

Abonnement : envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP pour 5 numéros de *Révolution communiste* à l'adresse postale :

**ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....



Adresse du 1^{er} mai : aux capitalistes de payer !



N'en déplaise à Trump, le nouveau coronavirus n'est pas chinois. Il est né de la nature, ce qui illustre la dialectique matérialiste (Karl Marx, 1845) et les lois de l'évolution biologique (Charles Darwin, 1859).

Le capitalisme en déclin détériore l'environnement et modifie les rapports avec les espèces domestiques et la faune sauvage à une échelle inédite. Cela facilite les

mutations de souches de bactéries résistant aux médicaments antibiotiques et l'apparition de nouveaux virus qui s'en prennent aux humains comme le Covid-19, Ebola, les SRAS-Cov, l'hépatite E, la Nipah... (voir David Quammen, *Spillover, Animal Infections and the Next Human Pandemic*, 2012 ; Rob Wallace, *Big Farms Make Big Flu*, 2016...).

L'épidémie de coronavirus a précipité en mars une nouvelle crise capitaliste mondiale qui a mis fin à une phase d'accumulation du capital (2009-2020). La récession était annoncée par le ralentissement de la croissance mondiale et la baisse, dès fin 2019, des échanges internationaux de biens. Elle a débuté comme une crise financière, s'est poursuivie avec une baisse du cours du pétrole puis l'affaissement de la production industrielle et des services productifs de marchandises. La crise économique se serait inévitablement produite en 2020, mais elle est aggravée par la pandémie. Le PIB mondial est en train de s'effondrer.

La classe dominante est incapable de préparer la société à des catastrophes climatiques et sanitaires. Quand son État est contraint d'y faire face, il se révèle peu compétent et il continue à agir au détriment de la majorité de la population.

À un pôle du système impérialiste mondial, les pays dominés n'ont guère de systèmes publics de santé. Seule la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie ont accès à des soins de qualité. Mais, à l'autre pôle, les pays impérialistes (Chine, Italie, Espagne, France, Grande-Bretagne, États-Unis...) n'avaient pas préparé les stocks de masques et de respirateurs, à l'exception de la Corée, qui avait souffert particulièrement des épidémies du SRAS en 2003 et du MERS en 2015. Dans les décennies antérieures, soit à cause de la contre-offensive réactionnaire de la bourgeoisie des pays avancés contre les acquis sociaux, soit à cause de la restauration du capitalisme (Chine, Russie...), les systèmes publics de santé ont été délibérément étranglés et affaiblis. Les gouvernements, et pas seulement Johnson, Trump ou Bolsonaro, n'ont même pas profité du décalage entre le début de la pandémie en Chine et la contagion à leur

propre population pour préparer le choc sanitaire, constituer des stocks d'équipements et réorienter la production industrielle à cette fin.

Par conséquent, les populations ont payé de milliers de morts l'imprévoyance des États bourgeois et l'improvisation des gouvernements. Faute de moyens de traitement (des respirateurs), de dépistage (des tests) et de prévention adaptés (des lotions hydro-alcooliques, des blouses, des masques), les États ont recouru à la mesure la plus contraignante et la plus autoritaire, la plus nuisible à la vie sociale, la plus inégalitaire entre les classes sociales, le confinement généralisé de la population à son domicile.

D'une part, une partie du prolétariat a été quand même contrainte de travailler par dérogation au confinement : travailleurs de la santé, du transport, du ramassage des ordures, du commerce alimentaire... parfois, surtout au début de l'épidémie, sans aucun équipement. D'autre part, la plupart des travailleurs du secteur informel des pays dominés ne peuvent pas s'arrêter de travailler sous peine de mourir de faim. Parmi les confinés, il n'y a aucune égalité. Certains ont des logements sains, spacieux et connectés ; d'autres souffrent de l'inconfort, de la promiscuité, voire de l'insalubrité. Dans les camps de réfugiés, les bidonvilles, les maisons de retraite, les prisons... la distanciation sociale n'est guère praticable.

La combinaison de la crise du capitalisme et de la pandémie conduit à la faillite de millions de travailleurs indépendants et au chômage de centaines de millions de salariés. Pendant ce temps, chaque État (parlement, gouvernement, banque centrale) déverse l'argent à ses groupes capitalistes pour qu'ils survivent à la crise et concurrencent les autres lors de la reprise : 8 000 milliards de dollars dans le monde selon le FMI au 9 avril, dont 3 000 milliards de dollars aux États-Unis, 1 100 milliards d'euros en Allemagne, l'équivalent de 150 milliards de dollars en Chine, l'équivalent de 475 milliards d'euros en Grande-Bretagne, etc. Cela s'accompagne d'un regain de protectionnisme, jusqu'à des prétentions réactionnaires d'autarcie (un vieux mythe fasciste, parfois présenté comme une « transition écologique »).

Dans les pays les plus touchés par l'épidémie de coronavirus, tout le monde a pu mesurer que sont superflus les capitalistes (patrons de PME, managers des grands groupes, actionnaires...) et que sont indispensables certains travailleurs indépendants (aides à domicile des personnes âgées...) et surtout de nombreux salariés (soignants, électriciens, postiers, conducteurs des transports publics, chauffeurs routiers...), en particulier les moins considérés et les

moins rémunérés (éboueurs, caissières, agents d'entretien des hôpitaux...). Comme à chaque catastrophe, une partie de la population a manifesté de la solidarité et de l'altruisme, soit en se dévouant au travail indispensable, soit bénévolement par une aide volontaire aux hôpitaux, aux voisins, aux vieillards, etc. ce qui esquisse la société communiste future.

À l'opposé, la défense par chaque État de la propriété privée des moyens de production et la rivalité entre eux ont entravé la coopération internationale, la coordination et la répartition rationnelle des soins, des équipements, des produits, de la recherche de traitements et de moyens de prévention (tests, vaccins...). Pour chaque État bourgeois, la crise sanitaire et économique est l'occasion de tenter de renforcer le nationalisme, de restreindre les libertés, de mettre en cause le droit du travail, de conférer plus de pouvoirs à la police et à l'armée. De nombreux dirigeants politiques ont osé désigner comme responsables de l'épidémie, l'OMS, un autre pays, les migrants. Certains en ont profité pour mettre en congé leur parlement (Hongrie). Plus d'un gouvernement a réussi à faire oublier ses politiques criminelles : mise en danger des migrants à la frontière américaine ou à celles de l'Union européenne, crimes de guerre en Syrie, pogroms antimusulmans en Inde et en Birmanie, colonisation de la Cisjordanie, etc.

Pourtant, la plupart des organisations ouvrières, syndicats et partis, acceptent de diviser la classe ouvrière mondiale et de se soumettre à leur propre bourgeoisie, en acceptant l'union nationale autour de l'État bourgeois et du gouvernement au service des capitalistes.

L'humanité est confrontée aux risques que lui fait courir le maintien du capitalisme, un mode de production qui a achevé son rôle progressiste. Si le capitalisme est maintenu, l'État fera supporter le remboursement de la dette publique aux producteurs, les capitalistes rembaucheront en diminuant les salaires et/ou en augmentant le temps de travail. Il faut empêcher que la reprise se fasse, comme en 2009-2010, sur le dos des travailleurs.

Les grands problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État. Pour mettre fin aux guerres et aux crises économiques, pour limiter les épidémies, il faut en finir avec le capitalisme et collectiviser l'économie. Cela passe par la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque État, l'auto-organisation des masses, la lutte pour la rupture des organisations ouvrières de masse avec la bourgeoisie qui conduit l'humanité à la barbarie.

Gratuité des soins ! Des masques, des tests pour tous, des respirateurs en quantité suffisante ! Réquisition sans indemnité des cliniques privées, des groupes

pharmaceutiques, des entreprises pouvant produire masques, blouses, respirateurs, tests, médicaments antiviraux... ! Contrôle par les travailleurs de ces productions ! Annulation de tous les brevets sur les équipements médicaux et les traitements antiviraux !

Satisfaction immédiate des revendications des personnels soignants ! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale par un impôt très progressif sur le revenu, par la fin des subventions au capital, des dépenses militaires, des subventions aux religions !

Interdiction de tout licenciement, maintien de tous les emplois ! Congés pris en charge par l'État pour ceux qui doivent garder leurs enfants !

Aucune expulsion des logements, réquisition des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades bénins, les sans-abris, les femmes battues, les familles qui vivent dans des logements surpeuplés ou délabrés...), suspension des loyers des logements d'habitation, des versements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation, garantie de nourriture suffisante, d'eau, d'énergie et de communication pour toute la population !

Légalisation immédiate de tous les migrants, forces de répression et armée hors des villes, auto-organisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie !

Coordination de la production d'équipements médicaux et répartition internationale au rythme de la progression de l'épidémie ! Collaboration internationale pour la répartition des moyens et la recherche des vaccins, de traitements antiviraux, de nouveaux antibiotiques !

Contrôle des travailleurs sur l'activité des entreprises et des services essentiels et sur la fermeture des non-essentiels ! Expropriation des groupes capitalistes ! Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères ! Arrêt de la déforestation, de la destruction des mangroves ou des récifs coralliens, encouragement aux cultures vivrières, limitation de la pêche industrielle et de l'élevage intensif !

Gouvernement ouvrier basé sur les conseils de travailleurs, destruction de l'État bourgeois et dissolution des corps de répression ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux en ménageant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Fédération socialiste mondiale !

1^{er} mai 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)
Fracão Trotskista - Vanguarda Proletária (Brésil)

Espagne : la lutte des classes pendant le confinement

Le gouvernement PSOE-Podemos a fait face à la crise sanitaire par la centralisation militaire du pouvoir (état d'urgence) et l'utilisation de tout l'arsenal répressif hérité des pires gouvernements précédents et de quelques nouvelles mesures, comme la ley Mordaza Digital [loi du bâillon numérique]. L'État espagnol est le champion du monde en matière de contamination du personnel soignant qui, non seulement souffre d'un grave manque de moyens de protection, mais travaille jusqu'à épuisement et supporte le plus grand poids de la situation, sur la base du dévouement.

Après des décennies de privatisation de l'industrie pharmaceutique, des hôpitaux et des services socio-sanitaires de toutes sortes, de réduction d'effectifs, de contrats précaires, de fermeture de services et d'hôpitaux entiers, la santé publique n'a jamais été aussi mal préparée. Le comble du cynisme est que les responsables des privatisations et des coupes budgétaires (qui sont tous ceux qui ont gouverné en Espagne et dans toutes les communautés autonomes) appellent maintenant à applaudir les travailleurs de la santé à qui ils demandent d'accepter « héroïquement » la situation sans se demander quelle en est la cause.

La rigueur avec laquelle est appliquée la répression des violations du confinement connaît aussi les classes. Rajoy et Cie peuvent sortir et courir sans conséquences, les nantis de Madrid ou de Barcelone se sont confinés à Marbella ou en Andorre, pendant que les hélicoptères de la police, de la Guardia Civil et de l'armée survolent constamment les quartiers les plus pauvres des grandes villes et étranglent la population laborieuse avec des amendes. En outre, les scènes de violence policière gratuite contre les sans-abris, les minorités ethniques ou les migrants se sont multipliées. Et l'armée patrouille désormais dans les rues et sur les routes de tous les territoires de l'État comme si c'était la chose la plus naturelle.

En un seul mois, 4 millions de salariés ont été jetés au chômage temporaire (ERTE) et 800 000 autres ont été licenciés (malgré la promesse du gouvernement d'interdire les licenciements pendant l'état d'urgence). Des centaines de milliers de travailleurs indépendants ou informels ont été laissés sans possibilité de continuer à travailler pendant le confinement.

Il y a beaucoup d'argent public pour les entreprises, surtout les grandes, qui sont financées pour l'arrêt de la production au moyen du chômage partiel à la carte, mais il y a un manque de ressources pour les travailleurs les plus vulnérables. Les travailleurs sans-papiers n'ont pas été légalisés, contrairement au Portugal, même si c'était pour leur permettre d'accéder à l'aide la plus élémentaire et pour éviter que les familles ne sombrent dans la misère et la faim.

Les longues files d'attente dans les banques alimentaires sont courantes dans les villes, tandis que la mesure « phare » de Podemos, le revenu minimum vital, qui ne procurerait qu'un revenu de 500 euros par mois (la moitié du salaire minimum) à près d'un million de personnes, et dont les migrants en situation irrégulière seront exclus, est retardée de plusieurs semaines.

Le « Nouveau pacte de la Moncloa » cherche à consolider l'ordre bourgeois avec un gouvernement fort et stable face au danger d'une explosion sociale. Cependant, les contradictions centripètes de la bourgeoisie et de son doute quant à l'aptitude du PSOE et de Podemos à restreindre le mouvement des masses (comme le PCE en était capable dans les années 1970), rendent le pacte difficile et constituent le terreau de la sympathie de la petite bourgeoisie pour les solutions militaires de Vox.

Nous devons reprendre la devise de la Première Internationale « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Nous devons lutter en toute indépendance contre la classe ennemie

et nous auto-organiser pour les revendications les plus essentielles à la survie de tous les jours, mais aussi pour en finir définitivement avec le pouvoir de la classe sociale qui mène l'humanité de catastrophe en catastrophe. Nous devons commencer à construire un parti ouvrier révolutionnaire et une internationale ouvrière révolutionnaire pour mettre fin au capitalisme et construire une nouvelle société socialiste mondiale.

4 mai 2020

Internaciema Kolektivista Cirklo



Le gouvernement britannique s'acharne contre Assange



Le-procès en Grande-Bretagne sur l'extradition de Julian Assange (le fondateur de Wikileaks) à la demande de l'État américain est une parodie de justice. La présidente du tribunal, la juge Vanessa Baraitser, s'est acharnée à attaquer la défense et a justifié le maintien des mesures inhumaines à son encontre.

Le 25 mars, ses avocats ont déposé une demande de libération conditionnelle motivée par le danger pour sa vie de l'épidémie de Covid-19 qui sévit dans les prisons, vu son état de santé. En effet, Assange souffre d'une affection pulmonaire chronique, et les conditions sanitaires de sa prison ne permettent pas de faire face à l'épidémie. Par ailleurs, le gouvernement britannique a envisagé de libérer certains détenus afin de désengorger les prisons. Dans une salle d'audience presque vide à cause du confinement, la juge Baraitser commença par annoncer que la prison de Belmarsh avait autorisé Assange à écouter le procès en vidéo pendant seulement 15 minutes, et la communication audio se passa fort mal pendant celle-ci, il ne put pas entendre grand-chose. Le reste se passa en son absence.

Finalement, la juge refusa la demande de libération conditionnelle, arguant que la pandémie ne donne aucun motif de le libérer, et qu'elle n'a aucune raison de se défier de la façon dont le gouvernement protège les détenus du virus. Alors que le ministère de la justice britannique décidait début avril de libérer 4 000 détenus non-violents, Assange en fut exclu au motif qu'il ne subissait pas une peine de prison à la suite d'une condamnation (il a purgé sa peine précédente de 50 semaines d'emprisonnement et il est en détention provisoire).

La défense demanda également le report des audiences du procès en extradition, prévues pour le 18 mai, arguant qu'Assange était trop malade pour préparer sa défense, que le confinement ne lui permet pratiquement pas de communiquer avec ses avocats, qu'avec les restrictions sur les déplacements il serait impossible de faire venir des témoins, en particulier de l'étranger, et enfin que le traitement psychothérapique d'Assange était interrompu en raison de l'épidémie. Les avocats du gouvernement des États-Unis n'y opposèrent aucune objection, et le procureur James Lewis s'affirma neutre sur la question. Il révéla que même les psychiatres envoyés par le gouvernement des États-Unis pour expertiser la santé mentale d'Assange n'avaient pas pu le voir, à cause du confinement. Néanmoins, la juge Baraitser rejeta cette demande et insista pour la reprise des audiences le 18 mai. Elle expliqua qu'Assange pourrait être amené dans les cellules du tribunal pour

consulter ses avocats ; mais ces locaux sont fréquemment visités par de nombreux prisonniers, ce qui peut poser des risques de contagion.

La défense déposa un appel en vue d'obtenir un ajournement du procès en extradition. Lors de l'audience dans le tribunal de Westminster, Edward Fitzgerald argua des mesures de distanciation entre le prévenu et sa défense difficiles à appliquer pendant le procès, et du blocage des témoins internationaux par le confinement. La juge Baraitser proposa le report en juillet ou en novembre, en fonction des disponibilités du tribunal de Woolwich qui jouxte la prison de Belmarsh ; mais la première date est trop proche pour permettre de faire venir les témoins, tandis que la seconde prolonge inutilement la détention d'Assange. Finalement la défense obtint le 5 mai le report du procès au mois de septembre, dans un autre tribunal que Woolwich. Il faut dire que les avocats du gouvernement états-unien avaient marqué leur accord avec cette demande.

Après la décision de la juge de permettre la publication de l'identité de la compagne d'Assange et de leurs deux enfants, celle-ci décida de montrer sa famille dans une vidéo publique. Elle y exprima sa crainte pour sa vie et révéla que la compagnie UC Global, qui avait espionné les conversations d'Assange avec ses avocats dans l'ambassade équatorienne, avait tenté de voler une couche culotte de l'aîné de ses enfants afin d'en tester l'ADN. Cette initiative attira le tabloïd *Mail on Sunday*, toujours intéressé par les détails croustillants mais jamais par le droit des journalistes de révéler des informations, qui dépêcha ses paparazzis pour faire un photoreportage. Quant au *Guardian*, la voix servile du soi-disant libéralisme, une de ses journalistes exprima son mépris sur Twitter, disant « vomir pour un avenir prévisible » devant une photo d'Assange souriant à l'un de ses enfants.

L'attitude constante de la juge Baraitser, refusant de garantir les droits d'Assange en tant que justiciable, ne faisant rien pour empêcher les mauvais traitements dont il fait l'objet, insensible à la situation sanitaire dramatique dans sa prison, sans le moindre respect pour la vie privée de sa famille, et toujours acharnée contre ses défenseurs, montre qu'elle agit sur ordre du gouvernement britannique, qui ne cherche rien moins qu'à le détruire physiquement et psychologiquement. Sa mort arrangerait bien les gouvernements du Royaume-Uni et des États-Unis.

Non à l'extradition ! Libération immédiate de Julian Assange! Abandon de toutes les poursuites judiciaires envers les lanceurs d'alerte !

21 mai 2020

Israël : Netanyahu reste au pouvoir



Si Israël n'existait pas, les États-Unis devraient l'inventer. Nous n'avons pas à le faire parce que vous protégez nos intérêts comme nous protégeons les vôtres. (Joe Biden, cité par Haaretz, 26 avril 2019)

La montée de la réaction

Israël a été fondé en 1949 et dirigé pendant 40 ans par le Mapaï-HaAvoda (Parti travailliste). En 1977, le Parti travailliste perd le pouvoir au profit du Likoud (ex-Hérout). S'en suit pendant un quart de siècle une alternance au pouvoir du Likoud (Begin, Sharon, Netanyahu) et du HaAvoda (Rabin, Peres, Barak) qui prend fin avec le 21^e siècle. Les entreprises de la centrale syndicale Histadrout, autrefois le deuxième employeur après l'État, sont privatisées dans les années 1990. Le Likoud appuie ouvertement les colons.

*En 1974, se crée le Gouch Emmounim (Bloc de la foi), un mouvement revendiquant le droit des Juifs à s'installer partout en Eretz Israël. Il multiplie les coups de main et les occupations illégales dans des zones de fort peuplement arabe... L'accession au pouvoir accélère considérablement le mouvement... Dès le début des années 1980, on utilisera à fond, pour « remplir » les colonies, le ressort de la crise du logement. (Alain Gresh & Dominique Vidal, *Les 100 clés du Proche-Orient*, Hachette, 2003, p. 133)*

Au fil du temps, faute d'un parti ouvrier révolutionnaire capable de répondre en termes de lutte de classe à l'oppression nationale et aux inégalités sociales, de nouveaux partis bourgeois apparaissent. Ils misent sur les différenciations identitaires entre Juifs. D'autres, ou les mêmes, exacerbent le fanatisme religieux et le racisme anti-arabe.

L'identité israélienne, après les accords d'Oslo, s'est fracturée en 7 communautés : les Ashkénazes [venant

d'Europe centrale] laïques, les sionistes religieux, les Ashkénazes ultra-orthodoxes, les Mizrahims [venant du Proche-Orient] ou Sépharades [venant d'Afrique du Nord], les Juifs venant de l'ex-union soviétique, les Arabes et les Ethiopiens... La fin de la suprématie ashkénaze résulte de trois tendances qui se sont développées en Israël au cours des 50 dernières années : la principale a été l'émergence d'un sionisme religieux, colonialiste et messianique ; la deuxième a été l'immigration massive de Juifs venant de l'ex-Union soviétique ; la dernière a été la tentative des Mizrahims de pénétrer dans l'arène politique, ce qui a débuté en 1984 et culminé avec 17 sièges parlementaires obtenus par le parti Shas sépharade ultra-orthodoxe. (Lev Grinberg, 18 septembre 2019, site UJFP)

Au début du 20^e siècle, le Likoud se trouve donc concurrencé par le Shas (Séfarades orthodoxes pour la Torah) ; le Yahadout HaTorah (Judaïsme unifié de la Torah) ; Israel Beytenou (Israël notre maison) à l'origine basé sur l'immigration russe, grand défenseur des colonies en Cisjordanie ; la Yamina (Droite), cléricale, partisan d'un Eretz Israël (Grand Israël) et promoteur des colonies ; la Otzma Yehudit (Force juive), fasciste...

En 2000, le gouvernement de Barak (HaAvoda travailliste) approuve le projet de construction d'un mur. En 2006, l'armée israélienne, par décision du gouvernement d'Olmert (Kadima+HaAvoda+Shas), envahit le Liban ; elle envahit et détruit Gaza. En 2007, les gouvernements israélien et égyptien décident le blocus de Gaza. En 2008-2009, sous le gouvernement d'Olmert, l'armée israélienne envahit et ravage Gaza ; elle envahit le Liban. En 2014, par décision du gouvernement de Netanyahu (Likoud+Israel Beytenou+Foyer juif), elle récidive à Gaza. En 2018, l'armée israélienne sur ordre du gouvernement de Netanyahu (Likoud+Koulanou+Foyer juif+Yahadout HaTorah+Shas+Israel Beytenou) assassine des centaines de manifestants palestiniens et en estropie plusieurs milliers.

Une des rares luttes sociales d'envergure de cette période en Israël est la « révolte des tentes » de 2011 qui voit se mobiliser des centaines de milliers de personnes contre le niveau des loyers et des prix des logements. Elle s'inscrit dans la vague de soulèvements populaires qui secoue l'Iran en 2009, la Grèce et plusieurs États arabes en 2010-2011, la Turquie en 2013. Mais la montée de l'islamisme antisémite sous toutes ses formes (Frères musulmans en Égypte et en Tunisie, djihadistes en Libye et en Syrie...) empêche la jonction. En Israël, contrairement à ceux du reste du monde, très peu de Juifs défendent les droits nationaux des Palestiniens.

Novembre 2018, Israël devient ingouvernable

La chambre unique (Knesset) est élue tous les 4 ans au scrutin proportionnel, avec un seuil électoral de 3,25 % des suffrages exprimés pour éliminer les plus petits partis du parlement et faciliter la formation, de plus en plus délicate, de majorités gouvernementales. Contrairement à la France actuelle, les pouvoirs du parlement l'emportent sur ceux du chef de l'État (président) : la Knesset détient le pouvoir législatif (le vote des lois et du budget), contrôle le gouvernement (qui exerce l'essentiel du pouvoir exécutif) et élit le président.

Évidemment, les réfugiés palestiniens ne votent pas, tandis que tous les Israéliens juifs ont le droit de vote ainsi qu'une minorité arabe qui vit dans les frontières actuelles même si, dans certaines zones (le Negev), il n'y a pas de bureau de vote.

Netanyahu (Likoud) est premier ministre depuis 2009. En septembre 2017, la Cour suprême met fin à l'exemption du service militaire accordée aux « étudiants » des yeshivas, les séminaires fondamentalistes. En novembre 2018, à la tête d'un gouvernement de coalition de 6 partis politiques sionistes, Netanyahu conclut un cessez-le feu avec le gouvernement Sinwar (Hamas) de la zone de Gaza.

Le parti raciste Israel Beytenou, en désaccord, quitte alors le gouvernement. La majorité parlementaire se fracture. Le Shas, le Yahadout HaTorah, l'Union des partis de droite, etc. soutiennent les « haredims » (fanatiques religieux). Le 30 mai 2019, la Knesset convoque des élections législatives anticipées pour septembre. La crise politique n'empêche pas l'armée israélienne d'intervenir en 2019 en Syrie, en Irak et au Liban.

Avril 2019, élections anticipées

En février 2019, trois anciens chefs d'état-major fusionnent plusieurs petits partis sionistes et forment Kakhoul Lavan (Bleu et blanc, selon les couleurs d'Israël) pour pouvoir rivaliser avec le Likoud et chasser Netanyahu du pouvoir. Le chef de file de Kakhoul Lavan, Gantz, avait été à la tête de l'armée qui détruisit la bande de Gaza en 2014, pour la renvoyer, selon ses termes, « à l'âge de pierre ». Kakhoul Lavan n'a guère de différence avec le Likoud sur la colonisation mais il se distingue en s'affirmant laïque et en prétendant défendre les services publics.

Les élections du 9 avril 2019 mettent les deux rivaux à égalité : le Likoud obtient 26,5 % des voix et 35 députés, Kakhoul Lavan (Bleu et blanc) 26,1 % et 35 sièges. Le président Rivlin (Likoud) confie la formation d'un gouvernement à Netanyahu mais celui-ci n'arrive pas à former une coalition suffisante autour du Likoud car il a besoin à la fois d'Israël Beytenou, laïque, et de Shas et de l'Union des partis de droite, cléricaux. En mai, la Knesset convoque donc de nouvelles élections législatives.

Septembre 2019, retour aux urnes

Pour les préparer, le Likoud fusionne avec le Koulanou. Lors de la campagne, Netanyahu affirme que les citoyens arabes veulent « voler les élections » et que « les Arabes veulent nous anéantir tous, hommes, femmes et enfants ». Sur sa droite, les partis cléricaux fascisants la Nouvelle droite et l'Union des partis de droite s'allient au sein de Yamina.

À l'automne 2019, tous les partis d'origine ouvrière s'allient avec des partis bourgeois... au nom de la priorité au renversement (électoral) de Netanyahu. Le Hadash participe à la Liste unifiée avec Ta'al et Balad (nationalistes arabes) ainsi qu'avec la Liste arabe unie (islamiste). Le Meretz crée l'Union démocratique avec le Parti démocrate de l'ancien premier ministre Barak. Le HaAvoda (Parti travailliste israélien) se présente aux législatives avec une scission du Likoud, le Gesher.

En septembre 2019, Kakhoul Lavan (Bleu et blanc) l'emporte de très peu avec 25,9 % des voix et 33 députés contre 25,1 % et 32 sièges au Likoud. La Liste unifiée unie obtient 10,6 % des voix, soit 13 députés. Israel Beytenou progresse : 7 % des voix, ce qui lui donne 8 sièges. Les partis des intégristes et des colons se maintiennent : Shas avec 7,4 % des suffrages et 9 sièges, Yahadout HaTorah avec 6,1 % et 7 sièges, Yamina avec 5,8 %, 7 députés. Les travaillistes et le Gesher obtiennent ensemble seulement 4,8 % des voix, 6 députés. L'Union démocratique comprenant le Meretz n'a que 4,3 % et 5 sièges.

Pour former un gouvernement, Netanyahu rassemble le Likoud, Shas, Yahadout HaTorah et Yamina, mais Israel Beytenou refuse de le soutenir, même si, à cette occasion, son chef Liberman déclare : « *Les haredim sont nos adversaires politiques, mais les Arabes sont nos ennemis* ». De son côté, Gantz rallie Kakhoul Lavan (Bleu et blanc), la Liste unifiée, le HaAvoda (Parti travailliste israélien), l'Union démocratique... Aucun bloc n'ayant la majorité, le président Rivlin propose un gouvernement d'union nationale que Gantz refuse, en arguant des trois poursuites judiciaires pesant sur Netanyahu. La Knesset se résout le 11 décembre à convoquer de nouvelles élections législatives en mars 2020.

À la troisième manche, Netanyahu rafle la mise

Netanyahu mène la campagne du Likoud.

C'est lui qui avait introduit en Israël, dès les années 1990, l'usage massif des études d'opinion et la posture à l'américaine du candidat en représentant de commerce. Ces dernières semaines, il a porté cet art à l'incandescence, multipliant les promesses ciblées aux juifs d'origine éthiopienne, aux partisans de la légalisation du cannabis, aux employés de la compagnie aérienne El-Al... (Le Monde, 3 mars 2020)

Son fils mène parallèlement une entreprise de dénigrement de Gantz : enregistrements clandestins, rumeurs d'affaires extra-conjugales sans fondement, etc., à tel point que le président Rivlin (Likoud) avoue « *un sentiment de profonde honte* » après cette « *campagne sale et lamentable* ».

Le 2 mars, le Likoud gagne de peu (29,4 % des voix, 36 députés) devant Bleu et blanc (26,6 %, 33 députés). Aucun d'entre eux n'est en position de gouverner seul. Le président charge le 16 mars Gantz de former un gouvernement, mais celui-ci échoue à trouver une majorité parlementaire. Gantz négocie bien un pacte avec Israel Beytenou (7 % des suffrages, 8 députés) mais refuse de négocier avec la Liste unifiée (10,6 %, 13 députés) que Netanyahu qualifie de « *soutiens du terrorisme et diffamateurs de soldats* ». Le 26 mars, en pleine pandémie, Gantz accepte le principe d'un gouvernement d'union nationale, ce qui fait éclater son parti Kakhol Lavan dont la fragile unité reposait sur l'éviction de Netanyahu.

Le 20 avril, Gantz et Netanyahu annoncent la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce dernier resterait premier ministre pendant 18 mois, avant que Gantz lui succède pour 18 mois. Le 26 avril, le HaAvoda (5,8 % des voix avec le Meretz et le Gesher, la coalition obtenant au total 7 députés) vote pour le gouvernement d'union nationale. Le 7 mai, la Knesset approuve l'accord.

À la tête d'un bloc de partis religieux et nationalistes, M. Netanyahu gardera vraisemblablement le pouvoir réel, même s'il laisse le poste de premier ministre en novembre 2021... Autrefois dominant, le Parti travailliste, le parti des fondateurs d'Israël, est réduit à 3 députés à la Knesset, dont 2 vont rejoindre le gouvernement. (The Economist, 25 avril 2020)

liste avril 2020	voix	part %	+/-	sièges
Consolidation / Likoud	1 352 449	29,46	4,3	36
Kakhol Lavan / Bleu et blanc	1 220 381	26,59	0,6	33
Liste unifiée Sépharades orthodoxes pour la Torah) / Shas	581 507	12,67	2,1	15
Judaïsme unifié de la Torah / Yahadout HaTorah	352 853	7,69	0,2	9
Parti travailliste / HaAvoda + Gesher + Meretz	274 437	5,98	0,1	7
Israël notre maison / Israel Beytenou	267 480	5,83		7
	263 365	5,74	1,2	7
Droite / Yamina	240 689	5,24	0,6	6

Le 17 mai, la Knesset avalise le gouvernement qui met fin à 500 jours de crise politique et de campagne électorale (73 députés pour, 46 contre). Pour satisfaire les appétits de tous les partis qui le soutiennent, dont le HaAvoda, le gouvernement « d'union nationale » est le plus gros de toute l'histoire d'Israël : 36 ministres, 16 vice-ministres. Le jour même, la ministre des implantations Hotelevy (Likoud) annonce à la presse que le nouveau gouvernement annexerait des territoires en Cisjordanie, comme l'y incite le plan de Trump [voir *Révolution communiste* n° 39].

Sionisme ou internationalisme

Le Mapam-Meretz (Parti « socialiste ») et le Maki-Hadash (Parti « communiste ») capitulent depuis 1947 devant l'ONU et reconnaissent la légitimité d'un État colonial en Palestine. Le Mapaï-HaAvoda (Parti « travailliste ») trahit depuis sa naissance. Il est plus que temps que les travailleurs d'Israël rompent avec la bourgeoisie, s'allient avec les travailleurs de la région (avant tout les travailleurs palestiniens), pour pouvoir enfin défendre leurs intérêts et ouvrir, en liquidant l'État colonial, la solution d'un gouvernement des travailleurs à la tête d'une Palestine unifiée, laïque et démocratique, dans le cadre de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Pour cela, il faut que l'avant-garde ouvrière juive et arabe se regroupe et s'oriente vers la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti qui s'inspire des expériences du Parti communiste de Palestine (Internationale communiste) de 1920 et de la Brit-LCR (4^e Internationale) de 1938.

22 mai 2020



La république des conseils de Hongrie de 1919 (3)

La fusion du PSH et du PCH et la république des conseils

C'est la France qui donne le coup de grâce au gouvernement chancelant de Karolyi, en exigeant le 28 février de la Hongrie qu'elle cède une partie importante de la partie Est à la Roumanie sous dix jours.

Pour le gouvernement hongrois, obtempérer signifie son discrédit total, mais il n'a aucun moyen non plus pour résister. Karolyi, prenant acte de sa totale impuissance, déclare :

La patrie est en danger. L'heure la plus grave de notre histoire a sonné... la classe ouvrière hongroise, avec sa force, la seule force organisée du pays, et avec ses relations internationales, doit sauver la patrie de l'anarchie et de la mutilation. Je vous propose donc un gouvernement social-démocrate homogène qui fera face aux impérialistes. Il s'agira d'une lutte dont l'enjeu est le sort de notre pays. Pour mener à bien cette lutte, il est indispensable que la classe ouvrière retrouve son unité, et que l'agitation et le désordre provoqués par les extrémistes cessent. À cette fin les sociaux-démocrates doivent trouver un terrain d'entente avec les communistes. (cité par Roland Bardy, 1919, *la Commune de Budapest*, La Tête de Feuilles, 1972)

Garami, à l'aile droite du Parti social-démocrate (PSD), ne veut pas d'une fusion avec le Parti des communistes de Hongrie (PCH) mais il indique clairement son plan :

Confier le gouvernement aux communistes, attendre leur faillite totale et alors, alors seulement, dans une situation libérée de ces déchets de la société, nous pourrions former un gouvernement homogène. (idem)

Quant à l'aile gauche du parti, ses dirigeants précisaient :

Constatant en effet que la Hongrie se trouve être sacrifiée par l'Entente, qui manifestement a décidé de liquider la Révolution, il en résulte que les seuls atouts dont celle-ci dispose sont la Russie soviétique et l'Armée rouge. Pour obtenir l'appui de ces dernières, il faut que la classe ouvrière hongroise soit effectivement maîtresse du pouvoir... Pour éviter que les communistes n'abusent du pouvoir, il vaut mieux le prendre avec eux ! (idem)

Lors d'une réunion conjointe du PSD et du Conseil des syndicats le matin du 21 mars, les dirigeants du centre du parti (Bohm, Kunfi, Garbai) soutiennent les positions de l'aile gauche (Pogany ..) et votent contre l'aile droite (Garami...) pour s'unir au Parti communiste et former un seul parti. Tout va très vite.

Dans une déclaration du même jour, les deux partis indiquent :

Le Parti social-démocrate de Hongrie et le Parti des communistes de Hongrie ont décidé en une réunion de direction commune l'union complète des deux partis... Le parti prend tout le pouvoir sans délai au nom du prolétariat. La dictature du prolétariat est exercée par les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Pour cette raison, le projet d'élections de l'Assemblée nationale tombe évidemment définitivement. Doit être créée, sans délai, l'armée de classe du prolétariat, laquelle enlève totalement les armes des mains de la bourgeoisie... Contre l'impérialisme de l'Entente, l'alliance la plus complète et la plus resserrée, militaire et idéologique, doit être conclue avec le gouvernement soviétique russe. (citée par Miklós Molnár, *De Béla Kun à Janos Kadar, 70 ans de communisme hongrois*, Presses de Sciences Po, 1987)

Le conseil ouvrier central sous la présidence de Garbai approuve la création du parti unifié et la fondation d'une république des conseils. En réalité, c'est plutôt le PCH qui se dissout et les communistes qui rentrent dans les anciennes structures du PSD. Hormis les éléments les plus droitiers de l'ancien parti social-démocrate qui restent à l'écart, tout le marais, les éléments conciliateurs, les bureaucrates syndicaux, sont présents avec armes et bagages, au prix d'un accord de façade sur un programme qui s'avérera n'être qu'un chiffon de papier. La direction du nouveau parti est ainsi largement aux mains de l'ancienne direction du PSD et de son appareil expérimenté. Le gouvernement qui est constitué, présidé par Garbai, reflète parfaitement ce rapport de forces : il comprend 17 commissaires du peuple (15 sociaux-démocrates, 2 communistes).

La social-démocratie continue son combat contre le pouvoir des conseils

À Moscou, la nouvelle de la proclamation de la République des conseils de Hongrie fait l'effet d'une bombe. Le 22 mars 1919, le congrès adresse le message suivant au gouvernement de la République soviétique hongroise :

Le 8^e congrès du Parti communiste de Russie transmet ses salutations enthousiastes à la République soviétique hongroise. Notre congrès est convaincu que le temps n'est pas loin où le communisme vaincra dans le monde entier. La classe ouvrière russe viendra à votre aide de toutes ses forces. Le prolétariat du monde entier suit avec une attention soutenue votre combat et ne

permettra pas à l'impérialisme de lever la main contre la nouvelle République soviétique. Vive la république internationale communiste ! (Lenin, *Briefe Band*, vol. 5, Dietz Verlag, 1968)

Mais le 23, Lénine envoie ce télégramme personnel à Béla Kun, le principal dirigeant du PCH :

S'il vous plaît, quelles garanties réelles avez-vous que le nouveau gouvernement hongrois est vraiment communiste, et pas seulement socialiste, ce qui veut dire social-traître ? Est-ce que les communistes ont la majorité dans le gouvernement ? Quand se réunit le congrès des soviets ? Comment voit-on réellement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ? (Lénine, « Message à Kun », *Oeuvres*, Progrès, t. 29, 1973)

Des garanties, Kun n'en a évidemment aucune. Il semble cependant qu'il parvienne à tromper Lénine en lui fournissant des informations tronquées, dissimulant la nature exacte de la fusion avec la social-démocratie en lui faisant croire que celle-ci n'aurait été effectuée qu'avec les éléments les plus à gauche qui auraient rejoint les communistes.

Le gouvernement prend aussitôt des mesures par décret. Le 27 mars, toutes les entreprises de plus de 20 employés dans les secteurs de l'industrie, des mines, des services, transports et des communications sont nationalisées. Les grosses fortunes sont saisies, les propriétaires ne sont autorisés à retirer que 10 % de leurs dépôts bancaires à concurrence de 2 000 couronnes par mois. Même le commerce de détail est placé sous contrôle. L'écart entre les salaires est réduit : le directeur d'une entreprise d'État (commissaire à la production) touchera un salaire mensuel de 2 000 couronnes, un commissaire du gouvernement 3 000 couronnes et une infirmière 1 000 couronnes. La durée journalière du travail est réduite, des congés payés sont accordés. Une grande campagne d'alphabétisation est décidée pour lutter contre l'illettrisme estimé à 30 % de la population.

Mais ce ne sont le plus souvent que des demi-mesures, appliquées partiellement. En réalité, la situation est chaotique. Les dirigeants toujours sociaux-traîtres dans l'âme veillent à limiter au maximum les initiatives et le contrôle des conseils ouvriers, aussi bien sur la production que sur les questions de ravitaillement. C'est aux bureaucraties syndicales, beaucoup mieux contrôlées, que ces responsabilités vont être confiées, avec d'ailleurs l'accord de Béla Kun.

C'est le gouvernement qui décide de l'organisation des élections à l'Assemblée nationale des conseils ouvriers, qui sont organisées comme n'importe quelle élection bourgeoise, avec isolement, scrutin de listes, secret des votes, c'est-à-dire l'exact contraire de la démocratie des

soviets ! L'ancien appareil du PSD y conserve ainsi une majorité.

L'Armée rouge est constituée, mais elle n'en a que le nom. Son commandant en chef est le social-démocrate Bohm qui se voit en défenseur de la nation et non en défenseur de la république ouvrière. Il déclare : « *la proclamation de la République soviétique a non seulement suscité un enthousiasme évident chez les ouvriers et les paysans, mais également dans la majorité de la bourgeoisie et des officiers* ». Fort de quoi le commandement reste constitué par les officiers de l'armée de la monarchie, flanqués de commissaires politiques exclusivement sociaux-démocrates. Pire même : alors que les communistes exigent la dissolution des forces de la police, le gouvernement décide d'incorporer ces forces dans la nouvelle armée rouge !

Quant à la réforme agraire, c'est une catastrophe, imputable au dogmatisme et au schématisme de Kun : au lieu d'accompagner et de donner une base soviétique légale aux occupations et distributions des terres déjà largement entamées par les paysans pauvres, le gouvernement attribue bureaucratiquement toutes les terres à des fermes d'État ou coopératives agricoles dont la direction est assurée, soit par des envoyés du gouvernement, soit même par les anciens propriétaires ! C'est la douche froide. En un rien de temps, la révolution perd le soutien de la paysannerie pauvre, les spéculateurs prennent le contrôle de l'approvisionnement des villes.

Le sursaut de l'Armée rouge hongroise

La situation révolutionnaire en Hongrie inquiète au plus haut point les puissances impérialistes victorieuses, devant le risque d'extension de la révolution bolchévique en Europe. En Allemagne, la contre-révolution n'en a pas fini avec l'agitation révolutionnaire : le 7 avril, une éphémère république des conseils prend le pouvoir en Bavière. Elle finira écrasée dans le sang le 2 mai. À Vienne, le prolétariat crée également des conseils ouvriers et suit avec attention et espoir les événements en Hongrie. En Ukraine, l'Armée rouge soviétique n'est plus qu'à 150 km de la Hongrie des conseils.

Selon les instructions des missions militaires de l'Entente, Belgrade, Bucarest et Prague préparent donc une attaque en tenailles contre la Hongrie. Le 16 avril, 35 000 hommes des troupes roumaines attaquent en Transylvanie déjà occupée, s'avancent profondément au nord-est, occupent Debrecen et poussent jusqu'à Szolnok où un putsch contre-révolutionnaire a établi une tête de pont. 40 000 hommes de l'armée tchèque s'avancent jusqu'à Miskolc, 32 000 Français et 38 000 Serbes attaquent au Sud où ils protègent la formation d'un gouvernement contre-révolutionnaire, présidé par un autre comte Karolyi avec le contre-amiral Horthy comme ministre de la guerre.



La situation militaire se dégrade très rapidement, les armées étrangères approchent de Budapest. Le 1^{er} mai, le gouvernement délibère. Certains sociaux-démocrates jugent la situation sans espoir et sont partisans d'en finir avec les conseils ouvriers pour parvenir à un régime acceptable par les puissances occupantes, mais le conseil ouvrier central de Budapest refuse de plier. La manifestation du 1^{er} mai réclame l'armement du peuple. En trois jours 44 000 travailleurs rejoignent l'Armée rouge. Arrive également le renfort de 20 000 volontaires internationaux, des Autrichiens, des Polonais, des Ukrainiens, des Tchèques, des Slovaques, des Serbes et des Croates. L'armée rouge hongroise regagne du terrain sur tous les fronts contre les troupes roumaines, serbes et tchèques de la mi-mai à la mi-juin, allant même jusqu'à la proclamation le 16 juin d'une république soviétique de Slovaquie sous la protection de l'armée rouge hongroise.

L'aventure viennoise de l'envoyé de Béla Kun

Béla Kun dépêche Ernő Bettelheim, qui était membre du comité central de l'ex-PCH, à Vienne pour y déclencher la prise du pouvoir par les conseils. C'est en réalité un aventurier qui, se faisant passer pour l'envoyé de la 3^e Internationale, débarque à Vienne avec des valises pleines d'argent, croyant, au mépris de toute réalité, pouvoir organiser l'insurrection qu'il fixe arbitrairement au 15 juin en distribuant des billets. Mais le tout jeune Parti communiste d'Autriche est bien loin d'avoir l'implantation, l'influence et l'expérience politique nécessaires. Les militants locaux ne savent comment se défaire de Bettelheim sans nuire en même temps à la révolution hongroise. La majorité de la classe ouvrière est encore sous le contrôle de la social-démocratie et de ses syndicats. Les conseils comme les directions syndicales refusent de se lancer dans cette prise du pouvoir et ses instigateurs sont arrêtés le 14 juin.

Si le Parti communiste autrichien s'était emparé du « pouvoir » par l'insurrection —ce qui n'était nullement impossible, vu la faiblesse du gouvernement— tout en n'ayant pas derrière lui la majorité du prolétariat, cette victoire n'eût qu'affaibli la république soviétique de Hongrie. La république des

*Soviets autrichiens n'aurait point été, dans ce cas, « soviétique », car les soviets étaient contre sa proclamation. Les syndicats ne l'admettaient pas non plus. Sur qui donc se serait-elle appuyée ? Contrainte d'avoir recours au soutien d'une garde rouge recrutée au hasard et de lutter contre la majorité de la classe ouvrière, où aurait-elle pu puiser encore des forces pour venir en aide à la Hongrie des soviets ?... Le messie du bureau de la propagande de Budapest n'avait pas la moindre conception du communisme... (Karl Radek, « Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande », octobre 1919, *Bulletin communiste* n° 49, décembre 1920)*

Le prolétariat hongrois ne peut assurer fermement sa dictature

Le 27 mai, Lénine adresse un « salut aux ouvriers hongrois ». Trompé par Kun, il continue de croire que :

*Le passage à la dictature du prolétariat en Hongrie s'est effectué sous une tout autre forme qu'en Russie : démission volontaire du gouvernement bourgeois, rétablissement instantané de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du socialisme sur la base du programme communiste. (Lénine, *Oeuvres*, Progrès, t. 29, 1973)*

Néanmoins, il essaie d'influer sur le cours de la révolution hongroise qu'il sent menacée, sans avoir manifestement toutes les informations.

C'est par la lutte de classe contre la résistance de la bourgeoisie, contre le croupissement, la routine, l'indécision, les hésitations de la petite-bourgeoisie, que le prolétariat doit défendre son pouvoir, affermir son influence organisatrice, obtenir la « neutralisation » des couches qui, craignant de s'écarter de la bourgeoisie, le suivent d'un pas trop peu assuré... La tâche très difficile, mais très féconde, qui vous attend à présent est de tenir bon dans la guerre contre l'Entente. Soyez fermes. Si des hésitations se manifestent parmi les socialistes qui, hier, se sont joints à vous, à la dictature du prolétariat, ou parmi la petite bourgeoisie, réprimez ces hésitations impitoyablement. À la guerre, lorsqu'un lâche est fusillé, ce n'est que justice. (idem)

Le prolétariat hongrois, malgré les succès de son armée rouge, ne dispose pas des moyens politiques pour assurer sa domination sur la bourgeoisie, car au sein même du gouvernement, au sein même du parti socialiste unifié, des forces favorables à la bourgeoisie sont à l'oeuvre. Ce ne sont pas, hélas, des « hésitations » dont feraient preuve les dirigeants socialistes qui auraient décidé de rejoindre le prolétariat, mais pour la plupart d'entre eux, d'une politique délibérée d'obstruction et de dévoiement du pouvoir ouvrier.

Clémenceau envoie un ultimatum le 7 juin sommant la Hongrie de cesser les hostilités et de retirer ses troupes de Slovaquie. Kun, qui est le commissaire aux affaires étrangères, répond sans accepter ni refuser, cherchant à gagner du temps. Deuxième ultimatum de Clémenceau le 14 juin, sous quatre jours de délais. Le 19 juin, les troupes hongroises cessent les combats. Le 18 juin, Lénine télégraphie à Kun :

Il est nécessaire de faire le plus grand usage de toute opportunité en vue d'obtenir un armistice temporaire... afin de donner au peuple le temps de souffler. Mais ne croyez pas les puissances de l'Entente un seul moment. Ils vous trompent et essaient seulement de gagner du temps afin de pouvoir vous écraser ainsi que nous. (Lénine, Oeuvres, Progrès, t. 36, 1959)

Le 30 juin l'Armée rouge hongroise se retire partiellement de Slovaquie. Kun explique ce même jour les raisons de ce retrait au comité central exécutif des conseils ouvriers et de soldats :

Le motif n'est pas de politique extérieure, car l'Entente n'est pas en état de faire marcher contre nous le nombre de soldats voulu, ce n'est pas non plus le capitalisme tchèque qui nous fait reculer, car la Tchécoslovaquie est à la veille de la ruine financière et l'impérialisme roumain n'est pas moins faible. Le repli des troupes a pour but d'achever notre organisation économique et administrative. Il faut choisir entre la réaction monarchique la plus violente et la dictature du prolétariat. L'armée révolutionnaire, quoique forcée de s'arrêter en plein triomphe, demeurera prête à la lutte... (in Alves de Souza, La Diplomatie française face à la Hongrie de Béla Kun, Institut universitaire de hautes études Internationales de Genève, 1985)

Mais l'ordre de repli de l'Armée rouge hongroise qui compte maintenant 150 000 hommes provoque au contraire un effondrement du moral des troupes et laisse la fragile république soviétique de Slovaquie, qui vient de se constituer, promise à un écrasement certain.

À Budapest, des dirigeants et ministres de l'ancien appareil social-démocrate, qui n'a jamais disparu, comme Kunfi et Pogany, font tout pour modérer les ardeurs révolutionnaires des conseils. La désorganisation économique gagne, les mouvements de protestation diverses contre le gouvernement sont fréquents. La ville de Szeged abrite maintenant un contre-gouvernement réactionnaire constitué autour du frère du comte Karolyi, protégé par les armées étrangères.

Sur le plan militaire, la perspective de la jonction avec l'Armée rouge soviétique s'est envolée, suite à une violente offensive des armées blanches en Ukraine. L'armée roumaine, loin d'être aussi faible que ne le prétend Kun, d'autant qu'elle est techniquement épaulée par l'armée française, piaffe d'impatience.

Le triomphe de la contre-révolution

Le 20 juillet, Béla Kun relance l'offensive de l'armée rouge hongroise, cette fois contre les troupes roumaines. Dès les 22 et 23 juillet, le commandant en chef de l'armée rouge Bohm, le chef d'état-major démissionnent et entraînent avec eux nombre d'officiers. Ils reprochent à Kun de ne lutter que pour le régime bolchevik et non pour défendre l'intégrité territoriale. En réalité, Bohm, qui est toujours resté un social-démocrate, avait pris des contacts dès le 21 juillet avec l'Entente pour négocier les conditions d'un gouvernement uniquement social-démocrate. L'armée rouge hongroise est décapitée.

Le 27 juillet, les troupes roumaines prennent définitivement l'avantage. Kun exhorte le prolétariat hongrois à la défense de Budapest mais il est lâché par tous les dirigeants sociaux-démocrates. Le gouvernement démissionne le 1^{er} août, cédant la place à un gouvernement uniquement social-démocrate, qui entame immédiatement une répression féroce contre les communistes. Le 6 août, les troupes roumaines et françaises, commandées par le général Berthelot, entrent dans Budapest et y font régner la terreur. Le 16 novembre 1919, l'amiral Horthy, chef des forces armées du gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged, entre dans Budapest. La nuit de la dictature se referme sur le prolétariat hongrois. Elle va s'étendre jusqu'en 1945.

La république hongroise des conseils ne dura que 133 jours. Les sociaux-démocrates et les partis bourgeois ont accusé les communistes de s'y être comportés en fanatiques sanguinaires. 129 contre-révolutionnaires furent effectivement exécutés pendant cette période. Par contre, plus de 5 000 personnes furent assassinées entre le 15 et le 31 août 1919 par la contre-révolution. Il y eut 75 000 arrestations. 15 000 ouvriers furent jugés par les tribunaux militaires qui infligeaient des peines de mort et des travaux forcés.

En Hongrie, les communistes, alliés aux sociaux-démocrates de gauche ne conquièrent pas le pouvoir, mais le reçurent des mains de la bourgeoisie épouvantée. La révolution hongroise, victorieuse sans bataille et sans victoire, se trouva dès le début privée d'une direction combattive. Le Parti communiste se fondit avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était pas lui-même vraiment communiste et que, par suite, il était, malgré l'esprit combattif des prolétaires hongrois, incapable de conserver le pouvoir qu'il avait obtenu si facilement. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le parti, à l'encontre du parti ou par un succédané de parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années. (Léon Trotsky, Les Leçons d'octobre, 1924, GB, 2005)

23 novembre 2019

Satisfaction des revendications des travailleurs de la santé !

Durant des décennies, les gouvernements bourgeois successifs n'ont cessé de porter des coups au droit à la santé des travailleurs, au système de santé public, aux travailleurs salariés du secteur. Le gouvernement Macron-Philippe-Buzin n'a pas fait exception. D'une part, il a poursuivi l'austérité, la privatisation et les fermetures ; d'autre part, il a refusé de satisfaire les revendications des travailleurs de la santé (hôpitaux publics, EHPAD...), voire a envoyé la police contre eux. Il a bénéficié de la complicité des directions syndicales et de plusieurs collectifs qui ont refusé d'appeler à la grève générale contre le gouvernement et son budget d'étranglement, ont multiplié les journées d'action.

Soudain, à peine Buzin remplacée par Véran, l'utilité sociale du système de santé publique s'est manifestée avec éclat à cause de l'épidémie de coronavirus. Macron a tenté de la minimiser en mettant en avant les cliniques privées et même l'armée. Si elle a joui de largesses budgétaires au contraire des hôpitaux, l'armée n'a pourtant joué qu'un rôle marginal. Les applaudissements de 20 h n'étaient pas destinés aux généraux de l'état-major, ni aux capitalistes des cliniques, mais clairement aux soignants des centres hospitaliers qui risquaient leur vie pour contenir l'épidémie et sauver le maximum de malades, dans la pénurie de masques, de blouses, de respirateurs, de produits. Mais rien n'a empêché l'hécatombe dans les maisons de retraite. Les travailleurs de la santé ont toujours dit qu'ils accomplissaient leur mission mais demanderaient des comptes. Le moment est venu.

Il faut se réunir dans chaque structure, élire des délégués, les coordonner à l'échelle locale et les centraliser à l'échelle nationale pour fixer les revendications et l'action.

Augmentation des salaires ! Respect des RTT dues et baisse du temps de travail !

Recrutement ! Titularisation des précaires et égalité pour les soignants étrangers ! Ouverture des lits nécessaires !

Fin des exemptions de cotisations sociales des patrons !

Expropriation des réseaux de cliniques privées, des EHPAD capitalistes et des grands groupes pharmaceutiques !

Ses concurrents bourgeois, LR et le RN, ont critiqué l'impréparation du gouvernement, mais LR a porté les plus rudes coups à la santé publique, ils sont tous deux pour la priorité budgétaire aux corps de répression, le RN s'en prend aux travailleurs étrangers alors qu'une partie importante du personnel de l'hôpital public n'a pas la nationalité française (dont 20 000 médecins, pour la plupart du Maghreb).

Tout en fournissant 450 milliards d'euros de subventions et de garanties de prêts aux capitalistes, le président, le premier ministre, le ministre de la santé, les députés LREM se sont contentés jusqu'à présent d'hommages, d'une prime (pas versée avant juin), d'encouragement à la charité et d'une médaille.

Mais le gouvernement redoute la riposte des travailleurs de la santé, qui bénéficierait d'un appui social très large chez les autres salariés, les cadres et les indépendants.

Au sein de l'exécutif, les images de cortèges de soignants défilant ces derniers jours devant leur hôpital, à Toulouse, à Saint-Étienne, ou à Robert-Debré à Paris, ont jeté un froid. (Le Monde, 17 mai)



Le 15 mai, Macron promet des concessions. Il annonce une concertation d'un mois, avec 300 personnes, dont des dizaines de technocrates (qui ont appliqué l'austérité durant toute leur carrière) et les capitalistes de la santé (FHP), pour noyer les revendications des travailleurs. Elle sera présidée par l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Notat, experte en collaboration de classe et maintenant dirigeante d'une société financière. Sont convoqués, pour représenter les travailleurs de la santé : CFDT, CGT, SUD, FO, UNSA, Intersyndicat national des praticiens hospitaliers, APH, Avenir hospitalier, Coordination médicale hospitalière, Syndicat national des médecins des hôpitaux publics. Tous

acceptent le cadre fixé par le gouvernement :

Notre participation au Comité national Ségur, nous l'envisageons dans le cadre d'un rapport de forces... (Fédération SUD, 25 mai)

La CGT portera les propositions et les revendications des personnels dans ce Ségur de la Santé. (Fédération CGT, 25 mai)

Le fait que ça démarre vite est plutôt un bon signal. (Yves Veyrier, secrétaire général FO, 22 mai)

Philippe ouvre ce « Ségur de la santé » en ne cachant pas que le gouvernement refuse de « se lancer dans une course effrénée à la construction de nouveaux bâtiments » et veut « accélérer la coopération entre le public et le privé ». À mots couverts, il veut allonger le temps de travail : « Il faut lever les contraintes de toutes natures, le temps de travail doit être regardé de la même façon ». Véran précise que « le temps de travail n'est pas tabou ».

Les organisations syndicales doivent défendre les revendications, pas aider le gouvernement à s'en sortir.

Boycott du Ségur de la santé ! Toutes les revendications, rien que les revendications !

25 mai 2020